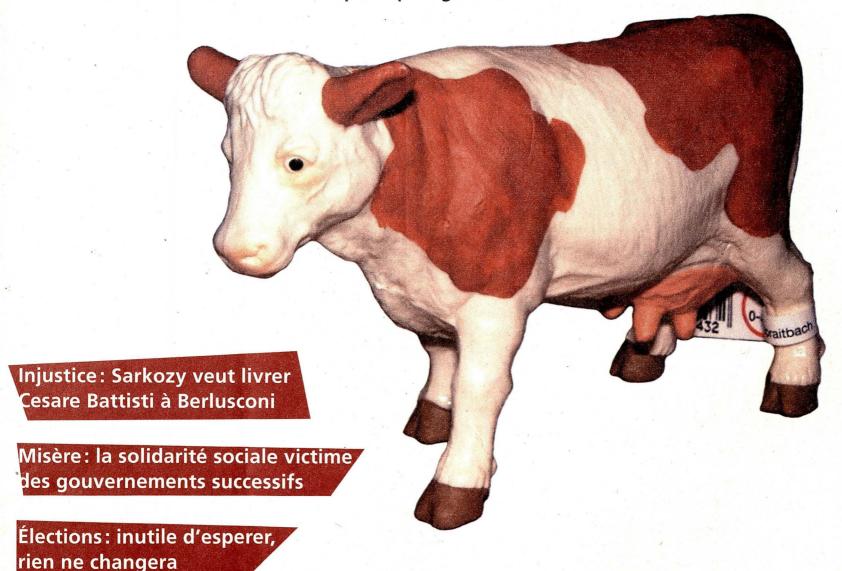


Lobbying agricole Les fruits pourris

Le ver est dans la pomme. De grosses légumes se trouvent mouillées dans une sordide histoire de blé. Productivisme et cogestion avec la FNSEA sont les deux mamelles de la politique agricole.





€ 6-9433 « J'aime les gens qui n'osent s'approprier les choses, encore moins les gens, ceux qui veulent bien n'être qu'une simple fenêtre pour les yeux des enfants, ceux qui sans oriflamme et daltoniens de l'âme ignorent les couleurs, ceux qui sont assez poire pour que jamais l'histoire ne leur rende les honneurs. »

Anne Sylvestre

Sommaire



Monsieur Mattéi à la santé? par B. Damoiseau, page 4

Une colonne de **brèves**, page 5

Les travailleurs sociaux ne sont pas des **balances**, page 5

Une leçon de vocabulaire pour réactionnaires,

par J. et G. Hénocque, page 6

Cesare Battisti dans les griffes de la répression, par G. Delteil et Jimma, page 7

Quand solidarité rime avec charité, par Romain, page 8

Contre la **religion** et toutes les tentations de toute puissance, par J. Monjot, page 10

L'union sacrée, un mythe à détruire encore et toujours, par L. Fouillard, page 11

Élections: les fauves sont lachés, par Johan, page 12

L'anarchie, comme antidote à la confusion, par le groupe Henry-Poulaille, page 14

Féminisme et luttes des classes : un vieux débat?

par Muriel et Jeanne, page 15

Spezzano Albanese: à quand la Calabre anarchiste?, page 18

En vrac dérouille la mise en page, page 19

La guerre et l'argent: une histoire de potes, par R. Burget, page 20

Agenda anarchiste et Radio libertaire, page 22

L'araignée ne plafonne pas, page 23

Vie du mouvement, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais Commission paritaire n° 0906 I 80740 Imprimerie EDRB (Paris) Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

	BULLETIN D'ABONNEMENT		
Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé France	é * Étranger **
3 mois 13 nos	○ 20	32	27
6 mois 25 nos	\bigcirc 38	61	46
1 an 45 nos	61	99	77
Abonnement de soutien	76		
 pour les détenus et les chomeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement) les chèques tirés sur des banques hors france subissant une taxe exhorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage 			
(en lettres capitales)			
Nom	Prénom		
Adresse			
Code postal Ville			
Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M) Réglement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)			
Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59			



LA SEMAINE DERNIÈRE, dans le territoire francilien, le syndicat du Livre CGT signait un accord avec le patronat de la presse quotidienne. Le rapport de forces a bien pris du plomb (sic) dans l'aile depuis le conflit du Parisien libéré qui, il y a bientôt trente ans, dura près de deux ans jusqu'à la victoire. Là les responsables des catégories graphiques ont signé la fin de leur hégémonie syndicale. Qualifié par certains d'accord historique, ce texte sonne le glas de l'exception parisienne, du monopole de l'embauche, du salaire égal pour toutes et tous, de l'encadrement issu des rangs ouvriers...

Tout cela me direz-vous n'avait-il pas (malgré les courants minoritaires dont les libertaires) un arrière-goût de stalinisme froid? On verra bien si le nouveau monde de l'imprimerie saura réinventer le syndicalisme.

Lequel en aurait bien besoin. Entre le démantèlement de La Poste, la priorité donnée aux entreprises, l'acceptation des lois du marché par les centrales syndicales et les « tours gratte-ciel » acceptées par les élus socialistes, on se demande si le dos rond du mouvement ouvrier cessera un jour. Pourtant il y a plus de vingt ans tout le monde de gauche paradait place de la Bastille à Paris pour fêter l'avènement. Et depuis que dire du code du Travail que nous avons tant aimé?

Il paraîtrait que « les entreprises » chérissent les célibataires. Pas d'attaches, rien que des valeurs positives, du grain à moudre pour les cadences infernales.

Les élections prochaines prennent bien sûr le haut du pavé. On aurait préféré que le mécontentement du monde salarié déborde des villes de notre bel Hexagone. Mais les armes et les alliances s'échangent pour les régionales.

Oubliées toutes les couleuvres, il faut toutes et tous alourdir le dossier de l'actuelle majorité gouvernementale pour remporter les prochaines échéances électorales.

Pourtant les subventions irrégulières de la FNSEA n'ont pas beaucoup gêné pendant vingt ans les ministres toutes tendances confondues.

Côté Sécurité sociale, c'est du même acabit: le marché doit tout réguler et l'avis de tempête est à l'ordre du jour pour notre protection sociale. Est-ce vraiment le commencement de la traversée du désert pour celles et ceux qui désirent un monde nouveau? Avec un mouvement ouvrier qui n'en finit pas de s'effriter et un MEDEF qui se croit au XIXe siècle, on pourrait le craindre. Mais tout est à réinventer sans cesse.

FNSEA

Du terroir au pouvoir

Jean-Pierre Tertrais

L'HIVER est si doux et le printemps si précoce que la moisson survient désormais en février! Mûres, voire blettes, des têtes tombent dans le domaine agricole. Le 22 janvier, Yves Salmon, ancien directeur général de la FNSEA, était mis en examen. Le 5 février, c'était au tour de Luc Guyau, qui régna sans partage de 1992 à 2001 à la tête de la même organisation, de chuter pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux ». Maladroit! Et con, en plus: il n'est même pas soupconné d'enrichissement personnel! Une carrière brillante qui conduit naturellement du goût du terroir... à celui du pouvoir.

Le plus scandaleux, c'est que la justice aurait l'intention d'aller au bout! D'autres personnalités sont dans le collimateur. Alors que les faits reprochés sont d'une banalité affligeante! Qu'on en juge plutôt: ces pauvres victimes d'une odieuse machination politique sont suspectées d'avoir participé directement ou indirectement à des détournements de fonds au profit de l'association humanitaire qu'est la FNSEA. Cet argent provient de taxes parafiscales, prélèvements obligatoires auxquels sont assujettis les agriculteurs, et qui doivent être redistribués sous forme de fonds de solidarité ou de recherche: les sommes « soustraites » atteindraient à peine trois millions d'euros.

Une amnésie de plus

Comme dans l'affaire de la grippe du poulet, et comme dans tant d'autres, on découvre ce qu'on devrait déjà savoir! En 1987, un rapport de la Cour des comptes critiquait les aides que l'État accordait par le biais du Crédit agricole, aides qui « renforcent la constitution d'exploitations intensives dans les filières de productions excédentaires ».

En 1998, l'examen des aides fait apparaître un tel maquis que la Cour des comptes n'arrive pas à connaître le nombre de bénéficiaires... et que de nombreux agriculteurs se retrouvent adhérents de la FNSEA (et donc la financent) sans même le savoir! Ces ronds de cuir hargneux constataient avec une mauvaise foi évidente que 38 % des aides directes étaient allouées à 9 % des agriculteurs, principalement des céréaliers. Comme s'il n'était pas normal que des céréaliers se fassent du blé!

En 2003, les récidivistes de la Cour des comptes dénonçaient un dispositif dont la complexité ne sert qu'à masquer l'illégalité (sous-emploi des fonds recueillis, prise de décision en l'absence de tout cadre juridique, opérations éloignées de l'intérêt général de la filière...). N'en jetez plus, la Cour est pleine! Et plus les rapports sont accablants, plus l'impunité triomphe. Ce n'est plus la Cour des comptes, c'est la cour des miracles! Sauf si, désormais, les magistrats se souviennent qu'ils doivent « rendre » la justice... et non la confisquer au profit de la bourgeoisie!

Des conséquences dramatiques

Ce qui est intolérable, ce n'est pas seulement qu'un syndicat hégémonique, qu'une organisation mafieuse ait pu, avec la bénédiction des pouvoirs publics, enfreindre la loi. C'est surtout que cette spoliation de la petite paysannerie, inséparable de la course au productivisme, ait laminé des siècles d'efforts et de persévérance pour aboutir à un bilan catastrophique: disparition de millions d'agriculteurs, désertification du milieu rural, mal-être d'une profession, atteintes à la santé, mal-bouffe, dégradation des ressources en eau, perte de fertilité des sols, suite page 4

suite de la page 3 destruction des paysages bocagers, mainmise de quelques grandes firmes sur les réserves génétiques, dépendance accrue des pays du Sud... Tout en absorbant la moitié du budget européen!

Une cogestion sans faille

Car le nœud du problème est bel et bien là, dans cette fusion entre une organisation syndicale et le pouvoir politique proférant le même credo: le renard libre dans le poulailler libre. Ce qui autorise Luc Guyau à déclarer, avec ce qui pourrait sembler une naïveté sidérante: « Tout se faisait en toute transparence avec la tutelle des ministres. » La souplesse extrême du cadre légal rend inutile le recours à l'illégalité!

Née en 1946 (dans la mouvance de l'extrême-droite et du régime de Vichy) sur le mythe de l'unité paysanne (comme si les intérêts d'un petit maraîcher breton étaient les mêmes que ceux d'un céréalier de la Beauce ou d'un viticulteur bordelais!), la FNSEA a très vite adopté un fonctionnement « à la soviétique »: démagogie, mais surtout cynisme, intrigues, manipulations, chantages... Elle contrôle d'une poigne irrésistible toutes les structures liées au milieu: coopératives, Mutualité sociale agricole, Groupama (assurances), Crédit agricole, chambres d'agriculture, Safer, instituts techniques spécialisés... et même les conseils municipaux des communes rurales

Seule interlocutrice du pouvoir politique, elle dicte ses volontés aux ministres: quand on sait que trois anciens ministres – Michel Debatisse, François Guillaume et Henri Nallet – sont issus de ses rangs, on comprend mieux pourquoi les textes en préparation circulent entre les directions du syndicat et les services

de l'État (qu'ils soient gérés par la droite ou par la gauche).

Le résultat, c'est l'instauration d'un modèle unique de développement agricole utilisant la technique comme vecteur d'une idéologie totalitaire, marginalisant, et même anéantissant ceux qui refusent d'entrer dans le moule. C'est une fuite en avant du productivisme qui conduira du veau aux hormones aux élevages hors sol, et des farines animales aux OGM – la quantité au détriment de la qualité. C'est une concentration accrue des terres permise par la disparition programmée des petits exploitants, la promotion de l'agrimanager aux dépens du petit paysan. C'est la soumission constante aux exigences des grandes firmes de l'agro-alimentaire, de la chimie, de la pharmacie, des semences, de la grande distribution, et donc aux impératifs de la finance internationale.

La terre à tous

Comme le dit lui-même un membre de la Cour des comptes: « On peut rester un mois sans que jamais personne vienne vous déranger. » Et quand un travail est fourni, il n'est pas pris en considération! Faut-il donc attendre le prochain rapport de la Cour des comptes pour... ne rien faire? Faut-il attendre, plus globalement, que l'Organisation mondiale du commerce ait, partout, compromis la liberté de semer, de choisir le contenu de son assiette, et l'autosuffisance alimentaire pour que les peuples reprennent ce qui leur appartient: la terre? Faut-il attendre que des centaines de millions d'autres paysans soient condamnés à l'exode ou même à la famine pour comprendre qu'il n'y aura jamais de justice sociale sans l'abolition de la propriété privée des moyens de production?

Semaine de soutien au Gisti et aux sans-papiers

Organisé par Andromac, Rastaquouère, la librairie du Muguet, collectif bordelais de soutien aux sans-papiers

Concert

Vendredi 20 février, 21 heure, à la MAC (Maison des activités culturelles, domaine universitaire, Pessac / Talence, lignes bus F, U et bus de nuit, entre villages universitaires III et IV, proche de l'université Montaigne Bordeaux III et des terrains de sport)

- Peyotl vs Kroniker: groove & hip hop
- Percu del Boucan: percussions afro-antillaises
- Faussaires de notes : chanson française
- les Voisins de grotte : chanson

Projection-débat

samedi 21 février, 15 heures, Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, Bordeaux.

- Documentaire: On n'est pas des marques de vélo » (2003) de J.-P. Thorn
- Intervention d'un représentant du Gisti (Paris) : point sur les difficultés et l'actualité de l'association et présentation des nouvelles mesures restrictives en matière d'entrée et du droit de séjour des étrangers.

Exposition, spectacles, Apéro-concerts (gratuits)

Au Local, 31, rue de Tauzia, Bordeaux (proche de la gare Saint-Jean)

- Jeudi 19 février, Bal perdu (guinche avec l'équipe de la Centrale)

Bonne année et surtout bonne santé

MONSIEUR Mattéi, quel homme prévenant vous êtes!

En effet, un arrêté que vous avez signé le 18 décembre est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2004 (il faut toujours se méfier des bulles et des cotillons).

Depuis le 1^{er} janvier, la prise en charge des soins en K>50 est supprimée.

En clair, avant 2004, si à la suite d'une opération, on devait bénéficier de soins infirmiers, de kiné, d'orthophonie, on ne payait pas les soins durant six mois, ces soins étant intégralement pris en charge par l'assurance maladie. Cela permettait aux assurés de ne pas avancer de soins, qui, bien qu'ils soient remboursés, représentent parfois des sommes importantes.

Double avantage pour le patient qui n'a pas à s'occuper des honoraires, et pour la Sécu qui réalise pour le coup de réelles économies, en évitant une hospitalisation. Un système intelligent, qui fonctionnait bien, mais qui avait un coût: 15 millions d'euros. Cette somme est, rappelons-le, insignifiante au regard des 300 milliards d'euros de recette de l'assurance maladie. Cela a suffi pour la suppression.

L'argument massue du gouvernement a été de dire que les soins seraient toujours remboursés, mais qu'il fallait désormais les avancer. C'est une atteinte de plus à nos droits en matière de santé. C'est en fait un déremboursement déguisé, car combien de gens, en précarité relative ou réelle, pourront continuer à se faire soigner ou à soigner leurs enfants (voir les problèmes respiratoires chez les enfants cet hiver)?

Cette suppression de prise en charge va alourdir les cotisations de mutuelles... et que dire des 10 % officiels de Français qui n'ont pas de mutuelle?

Je ne parle même pas des réfugiés, pour lesquels l'Aide médicale d'État a été taillée en pièces. Ah, j'avais oublié l'homéopathie, qui est encore remboursée... un petit peu... pour quelques mois... Prochain rendez-vous avec la CMU, qui sera réduite fortement, pardon, très fortement. On n'a qu'à pas être pauvre!

Toutes ces micromesures ont déjà des maxi effets et s'inscrivent dans le plan de casse de la SecSoc, démarré par la gauche et peaufiné par la droite. Le « marché de la santé », c'est plus de 300 milliards d'euros par an...

Je répète que notre système de sécurité sociale a été, est, et sera apte à gérer notre santé, malgré les nouvelles technologies, les non-cotisants, les mutations économiques. Ce système est viable. Restons vigilants pour sa défense. Monsieur Mattéi dort peu.

Bruno Damoiseau

groupe Jean-Roger-Caussimon, FA Nancy

Grève générale en vue

Les confédérations CUB et USI-AIT appellent tous les travailleurs d'Italie, du public comme du privé, à une journée de grève le 12 mars. Il s'agit de riposter par anticipation aux attaques futures contre le droit de grève et les services publics, déjà mis à mal. Les syndicalistes protestent contre la vie chère et réclament l'échelle mobile des salaires. Ils dénoncent également tout un tas de mesures berlusconiennes détestables. Les services essentiels devraient tout de même être assurés.

Un bon début

La société Idex, bien connue des lecteurs du Monde libertaire, a connu plusieurs journées de grève. Celle du 4 février a été observée par 80 % du personnel. Les revendications sont les suivantes: 300 euros net de plus sur les salaires et des embauches en CDI. Une intersyndicale est en place à laquelle participe la CNT.

Tirelire

Si on en croit Lidisons sociales, 65 % des Français sont favorables à un financement des syndicats par les cotisations des adhérents, lesquelles représentent actuellement 20 % des budgets. Quand on se rappelle que le taux de syndicalisation se balade vers les 5 %, on est tenté de se demander ce que foutent les 65 % de « favorables »

Carnaval

Le Colectivo Bisagra et le Grupo Anarcovegano Apatridas organisent des journées anarchistes pendant le carnaval en Uruguay, du 21 au 24 février. De nombreux thèmes seront abordés: coordination d'une campagne antiélectorale, anarchisme et végétarisme, avortement, etc. Contact: acracia@adinet.com.uy

Uruguay bis

Le Syndicat intercorporatif anarchosyndicaliste de Caen publie une brochure: Aperçu du mouvement ouvrier en Uruguay. Son prix est de 2 euros, plus 1,11 euros pour le port, à commander à SIA, BP 257, 14013 Caen Cedex.

Inmigración

La CGT espagnole organise des journées confédérales sur l'immigration, du 20 au 22 février, à l'Albergue Juvenil Internacional Madrid - San Fermín. Le programme, très fourni, est disponible sur A-infos.

Séisme parmi les jouets sexistes Après 43 ans de frustration accumulée, Barbie s'est décidée à lourder Ken.



des intervenants sociaux à la résistance contre la délation organisée

Les organisations signataires alertent sur le danger actuel du projet de « Loi pour la prévention de la délinquance ».

CE PROJET anéantit par des amendements le code de l'Action sociale et de la famille. C'est une attaque en règle de la protection sociale, de la protection de l'enfance et de la solidarité nationale.

Le chapitre V de ce projet de loi institue la délation comme nouvel outil des intervenants sociaux sous peine de sanction: «Tout professionnel qui intervient au bénéfice d'une personne présentant des difficultés sociales, éducatives ou matérielles, est tenu d'en informer le maire de la commune de résidence ou la personne par lui désignée aux fins de le substituer. » Ce projet de loi remet en cause les fondements de l'éthique professionnelle des intervenants sociaux et les destitue du secret professionnel garant de la protection des personnes.

Nous sommes tous concernés!

Le projet de « Loi pour la prévention de la délinquance » participe d'un projet de casse du système d'aide sociale. La répression remplace la prévention. Il stigmatise les populations les plus fragilisées déjà confrontées aux incidences des politiques « sociales » de ces vingt dernières années.

Mobilisons-nous!

La résistance a commencé a Chambéry le 16 janvier où se sont rassemblés plus de 500 éducateurs de rue venus de tout le territoire pour manifester leur soutien aux collègues qui s'élèvent contre un protocole les soumettant à la délation.

Dans toute la France, des syndicats et des collectifs de différents secteurs d'intervention sont mobilisés pour le 4 février et le 17 mars. Des préavis de grève seront déposés pour ces deux journées.

Collectif prévention spécialisée Île-de-France

SNEPES/PJJ-FSU, SNUCUAS-FSU, SNUASFP-FSU, SNMPI, UFAS CGT, SUD Santé Sociaux et collectivités territoriales, CNT Action sociale et Fonction publique.

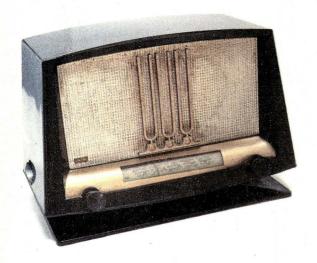
Joicontact@prevention-specialisee.fr.st ou 0612784051

www.prevention-specialisee.fr.st

Manifestation nationale à Paris le 17 mars

les réformes réactionnaires

Pour une belle sonnerie, c'est une belle sonnerie...



Sonnerie de réveil!

« Debout, peuple laborieux ! Ouvrez votre reste de conscience au D' Medef! Laissez reposer vos neurones et ne songez même pas à réorganiser vos pensées puisque je suis là pour vous offrir du nouveau, du tout chaud et du prédigéré! »

Punaise, faudra que je pense à changer de radio... crrr...

« Vous allez contre le sens de l'histoire! Vos concepts et exigences sont dépassés, on ne peut revenir en arrière. Tout est inéluctable, c'est le sens de l'histoire et qu'on fasse confiance aux entreprises, bon Dieu! »

La ferme... En plus, Dieu, il a changé de logo, il s'appelle superman maintenant et porte un super caleçon moule burnes...

« La liberté, c'est la souplesse! »

Mouaih... Sûrement pas celle de nos échines ployées pour s'incliner devant les raclures du baron Ernest... et encore moins celle de mon majeur... Toujours eu du mal à rentrer dans le rang le pôvre...

« Trinquons à l'harmonie sociale! »

C'est ça, tu la salueras pour moi!

« Et respirez, le gouvernement réforme! »

ÇA Y EST, on bascule asthmatique! Voilà que les pétulants « réformateurs » d'aujourd'hui oublient un peu vite qu'ils étaient les pétulants réactionnaires d'hier. Bon, pour être honnête, il est vrai que Raffarin et sa clique aux couleurs du Medef réforment beaucoup en ce moment, avec entrain dans la suppression (au propre comme au figuré). Rétablir l'ordre, le sens des valeurs et de la conscience morale (travaillez, que diable! Tiens, j'en parlerai au touriste de l'Élysée!), la responsabilisation (tiens, j'en parlerai à Mattéi!)... Un programme plus efficace qu'un laxatif. En plus, ces abrutis ont la prétention de se parer des vertus du changement et de l'avancée la plus moderne.

Merde... bon, d'abord on se dit que pour ces blaireaux, refuser un tel avenir, c'est être rétrograde... et puis, peu à peu, on comprend que le malaise est plus profond que cela. Car, réformateur et réactionnaire ne sont pas deux notions aussi antinomiques que cela peut apparaître au premier abord.

Prenons donc le microscope pour analyser la situation. Là! Juste derrière le cafard... Mmm... ouais, c'est bon, on a un beau spécimen de conservateur. Alors, que voyons nous? Il apparaît que le réactionnaire est un conservateur qui a toujours sanctifié le passé, glorifié le présent et diabolisé le futur pour mieux sacrifier le partage et l'égalité sociale à venir. Mince, mais ça bouge en plus ces saloperies! OK, nette tendance politique à s'opposer aux évolutions sociales et fort désir de rétablir un état de choses ancien. Donc, en quelques

mots, le réactionnaire refuse les évolutions à venir et quand celles-ci sont tout de même installées, il va chercher à les réformer pour revenir à ce qu'il voulait. Et ben voilà!

Ainsi, le réactionnaire est par nature un réformateur perpétuel dans l'âme, car l'observation de la nature lui montre un monde non figé, éternellement en mouvement, évoluant sans cesse. Les paysages évoluent, les espèces s'adaptent, certaines disparaissent et d'autres émergent... et tout ce maelström tourne la tête à des esprits étriqués qui cherchent perpétuellement à figer leurs références: classification des êtres et des choses, valeurs absolues morale et religieuse...

Ce décalage naturel, entre le monde et la perception absolutiste qu'ils en ont, se traduit dès lors par une violente opposition au changement, et donc une soif inextinguible de réformer l'état présent pour revenir au passé rêvé, cet âge d'or fictif et mortifère.

Et loin d'être des résistants mollassons, ces barbares sociaux sont en plus d'une violence extrême. Violence dans la réforme, Saint Barthélemy perpétuelle car ancrée dans leur mode de fonctionnement et de positionnement dans un monde statique fictif et perçu comme menacé, fatalement et naturellement. Eux sont actifs donc réformateurs, nous sommes à leurs yeux passifs car résistants... le monde est de nouveau divisé, et bien divisé selon leur propre perception. Tournés vers le passé, les voilà à nouveau heureux de voir que les choses progressent dans le bon

sens, que les choses progressent comme la maladie...

Allez, ras-le-bol de décortiquer cette saloperie, je sors la tapette! Et vlan! Ça, c'est pour l'ordre moral! Conclusion de l'expérience: une limace a beau se trimballer avec une coquille en espérant se faire passer pour un escargot, ça ne restera toujours qu'une bête visqueuse. Alors, messieurs du gouvernement et autres sbires du baron Ernest, cessez vos maquillages de l'histoire! Nous ne sommes pas dupes, nous vous voyons tels que vous êtes: des fossoyeurs de l'humanité, le doigt grippé sur la « marche arrière » de l'enregistreur de l'histoire, fiers dans leurs uniformes de petits soldats du capitalisme et portant en eux le gouffre de nos vies!

Zou! Le réveil radio est passé par la fenêtre... de toute manière, j'emmerde radio Lagardère... tiens, mais qui c'est qui s'apprête à démarrer en bas? Mais oui, c'est bien lui! C'est bien ce couillon de baron Ernest, fièrement campé dans son automobile (Peugeot?), bras sur le dossier de son siège arrière (en cuir?) et regard vers la lunette arrière, Ma liberté de penser à fond sur l'autoradio, son chauffeur prêt à lancer les chevaux (vapeur?) du moteur... la première engagée! Ah, ces connards de réformateurs réacs... toujours les premiers pour filer droit dans le mur! No Future, man, surtout pas celui-là!!!

Johann Hénocque Guy Hénocque

Coraggio Cesare



Revolver « petit italien » d'Alexandre Guerrerio.

Avec l'embastillage de Cesare Battisti, Perben, Sarkozy et Berlusconi franchissent une nouvelle étape répressive, la main dans la main, contre les réfugiés politiques italiens.

LE MARDI 10 février dernier, au matin, des policiers de la DNAT (Division nationale antiterroriste) venaient arrêter l'écrivain Cesare Battisti à son domicile et le plaçaient en garde à vue au Quai des Orfèvres. Aucune procédure n'avait été engagée contre lui avant cette arrestation. C'est semble-t-il sur demande du gouvernement italien qu'il a été ainsi arrêté.

En Italie, Cesare a en effet été condamné à la prison à perpétuité en 1987, sur le témoignage de repentis, à la suite d'un procès loufoque au cours duquel on lui a mis notamment sur le dos deux meurtres commis le même jour dans deux villes différentes: Venise et Milan! Ex-militant du groupe « Prolétaires armés pour le communisme », Cesare s'était évadé de prison en 1978. Réfugié en France après un passage au Mexique, il faisait partie de ces exilés à qui le gouvernement français avait promis la protection juridique sous le règne de Mitterrand. Il avait pourtant été arrêté une première fois en 1990, déjà sur demande des

autorités italiennes, mais la justice avait refusé son extradition.

Sur le plan légal, Cesare n'est théoriquement pas expulsable. Théoriquement, car, après la rencontre récente entre le garde des Sceaux Dominique Perben et le ministre de la Justice italien, le gouvernement français paraît soucieux de faire plaisir à Berlusconi. Cette arrestation s'inscrit de toute évidence dans le cadre de la politique sécuritaire de Perben et Sarkozy et vise sans doute aussi à montrer sa « fermeté » aux électeurs tentés par le vote Le Pen. Le gouvernement n'a visiblement que du mépris pour les engagements pris officiellement par ses prédécesseurs. Les faits reprochés à Cesare par la justice italienne remontent pourtant à près de 25 ans. Sans jamais être passé dans le camp des repentis, Cesare a depuis longtemps rompu avec les théories qui ont conduit le jeune prolétaire de 18 ans à s'engager dans un groupe préconisant la lutte armée dans les années soixante-dix, dans une

situation politique totalement différente de celle que nous connaissons aujourd'hui. Tout en conservant un engagement social, il se consacrait à l'écriture. En Italie, il risque la prison à vie, car on ne revient pas dans ce pays sur les jugements prononcés par contumace. L'État italien ne fait aucun cadeau à ceux qui ont pris les armes contre lui voici trente ans. Et on a pu voir récemment, à Gênes, avec quelle violence sa police traite les contestataires. En France aussi, l'État est rancunier avec ceux qui se sont engagés dans la voie de la lutte armée, comme le montre le refus de libérer les prisonniers d'Action directe gravement malades, alors qu'il est clément avec de sinistres personnages comme Papon. Tout est donc à craindre!

L'arrestation de Cesare a surpris ses amis qui le croyaient à l'abri d'un tel coup bas. Mais la mobilisation a immédiatement commencé pour exiger sa libération immédiate, en particulier parmi ses amis les auteurs de polars. De nombreux textes et pétitions circulent sur Internet, des réunions et manifestations sont en préparation. Soyons nombreux à y participer pour dénoncer ce déni de justice. Cesare ne doit pas être extradé.

Exigeons le respect des engagements pris et du droit d'asile! Libération immédiate de Cesare Battisti!

Gérard Delteil

Rassemblement en soutien à Cesare Battisti, samedi 21 février, à 15 heures place Saint-Pierre, à l'appel du groupe Proudhon de la FA, de la librairie l'Autodidacte et de la CNT. Le soir, une projection du film de Pierre-André Sauvageot Cesare Battisti, résistances aura lieu.

Libertà per Cesare Battisti

Cesare Battisti, auteur de romans policiers notamment Les Habits d'ombre, L'Ombre rouge, Buena Onda, Dernières cartouches, participait au grand jour à de nombreux festivals de polar et animait des ateliers contre l'illettrisme. Sans problème puisque qu'il y a plus de dix ans la justice française avait jugée irrecevable la demande italienne d'extradition. En août 2002, le fait du prince mitterrandien a été cassé par l'extradition Paolo Persichetti, ancien membre de l'Union des communistes combattants (UCC) devenu enseignant à l'université Paris VIII.

Depuis son arrestation, la communauté des auteurs de polars, des bibliothécaires entre autres se mobilisent pour que Cesare échappe à l'extradition. Le site Internet de polar mauvaisgenres a ouvert à cet effet une pétition en ligne sur: http://www.mauvaisgenres.com/arres tation_battisti.htm.

Vous pouvez suivre cette affaire en direct sur le site de Battisti: http://www.vialibre5.com/

Jimma

De la liquidation de la solidarité collective à la charité publique

Romain

Restos du Coeur +10% de répuentation



Romain est militant du GRoupe de la MÉtropole LIlloise de la FA.

DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNÉES, les gouvernements successifs, de gauche comme de droite, se sont attaqués avec un zèle féroce à tout ce qui constitue la solidarité collective établie pour sa plus grande partie entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début des années soixante-dix. Par solidarité collective nous entendons tout ce qui permet aux salarié-e-s, via un salaire différé ou les impôts, de s'assurer ainsi qu'à celles et ceux qui ne travaillent pas (malades, enfants, retraité.e.s, etc.) une vie décente. Hélas, dès le début, le ver était dans le fruit, puisque l'État et le patronat ont présidé, aux côtés ou non des principales organisations ouvrières, à la destinée des services publics et des différents organismes sociaux. Ils n'y ont pas leur place! En ce qui concerne le patronat, celui-ci ne fait que de reverser une partie (grosso modo la moitié) du salaire qu'il doit aux salarié.e.s à la Sécurité sociale, à l'Unedic, etc.

Mais on n'est pas regardant quand il s'agit de casser le produit du travail des autres. Aussi, sous les bons auspices d'une prétendue crise économique et de la lutte contre les « déficits » (mais la solidarité collective doit-elle être bénéficiaire?), les élites dirigeantes, sans grande résistance des directions syndicales, s'en donnent-elles à cœur joie pour tout casser. Le système des retraites par répartition est mis à mal avec l'allongement de la durée des cotisations, la quasiobligation de cotiser auprès d'organismes privés... L'assurance chômage est peu à peu réduite à peau de chagrin (la dernière convention Unedic signée par le patronat et les syndicats jaunes CFDT et CGC a déjà exclu de fait 180000 personnes pour atteindre les 600000 d'ici la fin 2005 alors que dans le même temps les ASS sont réduites...) et la Sécurité sociale est progressivement privatisée (déremboursement et passage à un système à trois paliers qui n'a d'autre but que de faire payer un peu plus les usager.e.s) sans

parler des services publics, qui sont régulièrement attaqués.

Bien évidemment le crime profite largement aux patrons. Ceux-ci récupèrent une bonne partie des services qu'ils revendent ensuite à prix d'or aux usager-e-s alors même qu'ils sont responsables des difficultés de nombre d'organismes. Ainsi, la Sécurité sociale serait en déficit de 10,6 milliards d'euros pour la branche maladie. Les trois quarts de ce déficit sont dus au manque de recettes lié au chômage, or qui licencie? De plus, chaque année, le patronat garde pour lui 2 milliards d'euros alors qu'il les a prélevés du salaire qu'il doit aux salarié.e.s, auxquels il faut rajouter les 19,6 milliards d'euros d'exonérations patronales (80 % de cette somme sont compensés par l'impôt) Bref, les patrons sont largement gagnants mais leur intérêt va bien au-delà de l'argent et des services qu'ils détournent pour leurs intérêts propres.

Précarisation et contractualisation des rapports sociaux

Profitant d'un salariat rendu plus docile par la précarisation de son existence et la peur du chômage, le patronat et les gouvernements successifs « forcés », comme le disent les élus de gauche, par le « réalisme économique » en période de récession, couplent la casse de la protection sociale et la dégradation des conditions de travail. Ces dernières partent alors à vau-l'eau: 3,4 millions de salarié-e-s touchent moins que le Smic, les contrats précaires se multiplient (Tuc, CES, CEC, CDD de 5 ans et maintenant RMA, sur lequel nous reviendrons), une nouvelle loi, dite de « dialogue social », abolit le principe du mieux disant social. En gros, des accords d'entreprise pourront être plus défavorables que les accords de branches, ceux-ci pourront à leur tour être inférieurs aux conventions collectives et bientôt sans doute au code du travail. Le Medef se démène en ce sens en tout cas.

Toutes ces attaques ne visent qu'à faire reposer intégralement sur les salarié-e-s les risques qui découlent des aléas économiques et s'accompagnent d'une contractualisation accrue de tout rapport social. Là où on pouvait se référer au droit du travail, aux conventions collectives, etc. il n'y aura plus qu'un rapport direct et forcément inégal entre un bailleur et un demandeur de travail. Derrière l'éternelle « loi » de l'offre et de la demande, c'est donc à un retour au féodalisme patronal que nous assistons quelles que soient les pseudo-préventions à l'éthique et autres transparences que nos bons maîtres prétendent appliquer.

La dégradation des conditions de travail aggravant la casse de la solidarité collective, la boucle est bouclée. Mais pour parvenir à leurs fins, les gouvernant.e.s doivent encore empêcher toute révolte collective ou individuelle d'où la criminalisation de la misère et des mouvements sociaux (militant.e.s poursuivi.e.s en justice, volonté d'introduire un service minimum et, a minima, de mieux codifier le droit de grève, etc.). Avec la fin des luttes collectives, le patron omnipotent pourra définitivement régner sur ses sujets salariés

La charité publique institutionnalisée

Par quoi remplacer alors la solidarité collective sans tomber dans un système de misère complète généralisée qui nuirait à la consommation et pourrait pousser à la révolte des personnes n'ayant plus rien à perdre puisque ayant déjà tout perdu? Là, le recours aux bonnes vieilles recettes de la morale chrétienne est le bienvenu pour un capitalisme prêt à bouffer à tous les râteliers.

Premier épisode: on commence par culpabiliser les chômeurs et les pauvres comme a su le faire avec son tact habituel le socialiste Charasse tout en les fliquant. Les personnels de l'ANPE, les référent.e.s RMI en sont réduit.e.s à contrôler la recherche effective de travail des chômeurs et les travailleurs sociaux devront communiquer leurs informations au maire de leur commune d'exercice selon la nouvelle loi Sarkozy. Deuxième épisode: on remet en selle la « valeur travail ». Du rapport Botton (chef de banque) en passant par Raffarin, Seillières et même Ferry, tout le monde s'y est attelé. Un-e individu-e sans travail (et ce quelles qu'en soient les conditions) ne pourrait en être véritablement un-e. Le Pare condamne donc les demandeurs/ses d'emploi à accepter n'importe quoi au bout d'un certain temps. Troisième épisode: le RMA.

Ce revenu minimum d'activité qui sera imposé aux RMIstes obligera ces dernier.e.s à travailler pour 540 euros par mois et 20 heures par semaine pour un patron qui bénéficiera, pour son financement, du RMI des RMAstes. En gros il n'aura que 2,70 euros de l'heure à débourser alors que les victimes de ce travail forcé ne pourront quasiment pas cotiser pour leur retraite notamment. Enfin,

Mères Précaires recalculées
-1300 E de Prestations familiales
c'est ouand a un Polichine

rien n'empêchera un patron de licencier un.e salarié.e pour le réembaucher ensuite avec un RMA.

Ce nouvel STO, financé qui plus est par nos cotisations sociales, replacera les chômeurs, coupables, forcément coupables de ne pas travailler, sur le droit chemin de la « réinsertion sociale » sous le contrôle des Conseils généraux. Bref, derrière la morale nauséabonde, on met les sans-emploi à la merci de quelques caciques locaux qui sauront évidemment trouver leur intérêt à avoir leurs pauvres.

Pour le reste, les officines de l'humanitaire prendront en charge la survie des populations paupérisées. Et si nécessaire, on pourra toujours supprimer un jour férié pour venir en aide aux pauvres comme cela a déjà été fait pour les vieux et les vieilles victimes de la gestion libérale de la santé publique au cours de cet été caniculaire.

Face à ces attaques, il est plus qu'urgent de reprendre nos vie en main. Seule la convergence des luttes avec, comme outil, la grève générale permettra de faire reculer nos ennemi.e.s de classe. Il faudra passer outre les freins que constituent les directions des appareils syndicaux, qui ont tout fait pour empêcher qu'un mouvement d'ampleur prenne en maijuin 2003 et qui ont récidivé en janvier avec des appels dispersés dans les secteurs publics. À nous de concrétiser, de la base, notre révolte, à nous d'imposer d'autres rapports sociaux qui ne reposent plus sur la cogestion, dont nous venons de voir les dangers intrinsèques, mais sur l'autogestion des services socialement utiles et de la solidarité collective. R

Ni dieu i maître!

« Quel est l'esprit qui ne croit pas et qui sait » (Artaud)

LES ANARCHISTES sont contre toutes les religions et pour la rationalité. Pour autant, chacun est libre de croire ce qu'il veut. Il n'y a pas de contradiction avec notre opposition aux religions en ce qui nous concerne et notre refus qu'elles dirigent la société. Il ne s'agit pas de tolérance, l'autre n'a pas besoin de notre permission pour exister. Il s'agit de la liberté de conscience, de liberté individuelle. Nous n'allons pas surveiller les gens pour savoir s'ils croisent les doigts ou évitent de passer sous une échelle pour exorciser des peurs irrationnelles. Nous n'allons pas instituer de police de la pensée.

Il y a à différencier la religion comme institution, et la croyance de chacun avec ses raisons qui lui sont propres, conscientes et inconscientes. On peut alors critiquer l'Église avec son pouvoir, son argent, son obscurantisme, son fanatisme criminel, son dogme et sa morale hypocrite, la soumission à une soitdisant transcendance, le destin qu'elle impose à toute existence, son règne d'un pseudo-idéal contre l'être réel, son asservissement de la personne, sa haine de la vie et de la liberté.

La religion est souvent liée dans l'histoire à l'État dont elle a le même caractère de négation de l'individu. Croyant ou citoyen, le sujet n'existe que comme partie d'un tout, identifié à une catégorie. Au contrôle physique s'ajoute celui de la pensée et du psychisme.

L'argent et le capital sont les symboles phalliques d'un système totalitaire qu'ils régentent. Le capitalisme repose sur une adhésion irrationnelle et tient son emprise tant sur le corps que sur les esprits.

Tout un chacun peut, avec l'État, dieu ou l'argent, y projeter un fantasme de toute-puissance qui serait à sa disposition en échange de

La question de la croyance n'est pas si simple. La pensée mythologique est celle de l'enfant et peut perdurer chez l'adulte, notamment par la culture quand elle est symbolique. Tous les systèmes jouent sur les représentations psychiques remontant parfois à l'enfance, accaparent ou détruisent le symbolique et la signification de l'existence. Une idéologie dominante vient étouffer la culture et la création. Se maintient ainsi un état de passivité et de dépendance, que d'aucuns peuvent trouver plus confortable et préférer ne pas savoir. Le fatalisme sert d'illusion. Car être libre, c'est être responsable.

Cependant la rationalité a aussi engendré le scientisme qui peut devenir totalitaire comme le marxisme. Le pouvoir scientifique peut être despotique. Il faut renoncer à ce désir de paradigme où tout serait expliqué dans un fantasme de toute-puissance, de tout maîtriser. Il ne s'agit pas de renoncer à la raison, mais de reconnaître la part de croyance dans notre savoir et dans nos idées, cette croyance en l'être humain qui fonde nos espoirs de justice sociale et de liberté. « J'avoue qu'il y aura du sentiment; nous autres, nous n'avons pas la prétention d'arracher le cœur de nos poitrines » (Louise Michel).

Il faut accepter que tout savoir a ses limites et naît d'un non-savoir. Au fond de toute connaissance, il y a la relativité de son époque et de son lieu, et de la personne qui l'intègre à sa manière. Nous avons tous notre part d'irrationalité et de raisons inconscientes ignorées de nous-mêmes. Nous sommes faits aussi de subjectivité et de sentiments, et tant mieux. Et puisque nous sommes en même temps semblables et différents, chacun a droit à son histoire et à sa vérité. On ne peut pas obliger l'autre à être libre.

Savoir de non savoir, la mort reste un mystère dont la peur nourrit les superstitions. Être libre, c'est être sexué et mortel dans le développement psychique. Chacun est libre de se débrouiller avec sa propre mort, et son angoisse, à sa facon.

« La vérité de ce monde est de ne pas en

son assujettissement.

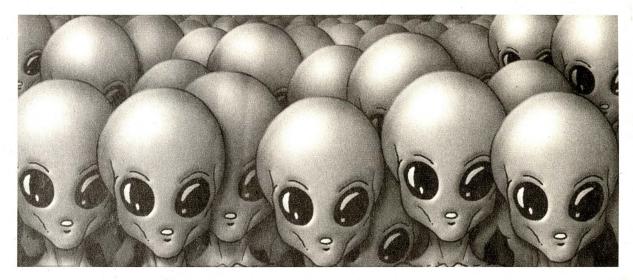
avoir » (Camus).





La Petite Passion, 1507-1512: Sainte Véronique avec le Suaire Albrecht Dürer

Allons z'enfants



IL EST DES DÉBATS qui bousculent les frontières politiques traditionnelles, tout en créant un large consensus dans ce qu'on nomme l'opinion publique. On assiste alors à la construction d'un phénomène, du type front républicain, où une écrasante partie de la population vient se conforter et se rassurer autour de l'État et de son chef. Autour du drapeau national, c'est ainsi un peu de chaleur et de ferveur identitaire que l'on vient peut-être aussi trouver. C'est alors que naît, et nombre de politiciens le réclament, un sentiment de cohésion et d'unité nationale. Cette unité, depuis quelques années, s'est concrétisée à plusieurs occasions. À chaque fois la manipulation politique et médiatique fut terriblement efficace.

Dans la nuit du 23 au 24 mars 1999, l'Otan lança une attaque aérienne contre l'ex-Yougoslavie. Le but était louable aux yeux de l'opinion: abattre un dictateur et voler au secours d'une population. C'était un mensonge mais le bombardement médiatique fit ses effets et un nouveau concept, la guerre humanitaire, parut terriblement crédible au point de rallier aux thèses de l'Otan des nonviolents, des pacifistes et des libertaires¹.

Un séisme ce 21 avril 2002. Le Pen au deuxième tour des présidentielles et Jospin éliminé. Un gigantesque 1^{er} mai républicain et antifasciste. Tout les médias entonnèrent, avec le monde politique (jusqu'à la LCR et même quelques libertaires) de vibrants et dramatiques appels. Il faut dire que la situation exigeait une réponse adéquate. La République n'était-elle pas en danger? Non, elle ne l'était pas. Et bon nombre de républicains, démocrates et pas révolutionnaires pour un sou ne

Lundi matin

Tout les lundis de 11 heures à 13 heures sur Radio libertaire 89.4 MHz en région parisienne cédèrent pas à ce vent de panique. Armés d'un brin de réflexion et d'une calculette, ils établirent en quelques minutes que Le Pen ne pouvait pas gagner, que la droite, seule, le battrait largement. Et ils se posèrent la question. Pourquoi alors nous fait-on courir aux urnes voter Chirac? Mais là aussi, un mensonge et une pression médiatique firent craquer des certitudes révolutionnaires et libertaires. ²

La guerre en Irak... Une foule immense manifeste à Paris « pour la paix ». Le pays, à l'unisson, est encore derrière son chef qualifié malgré lui dé pacifiste. Le malaise est là chez des manifestants. Marche-t-on pour la paix ou pour Chirac? Des politiciens de gauche, préoccupés de stratégie politicienne, dirent à la presse leur sentiment d'avoir manifesté en peu de temps et à deux reprises pour Chirac. Et à gauche de la gauche, chez certains pacifistes, on se disait que sur ce coup-là le Chirac il avait assuré, et que quand même...

Depuis quelques semaines l'affaire du voile crée à son tour un écrasant consensus dans l'opinion qui, dans un incroyable et très surprenant sursaut laïque et républicain, veut une loi pour (énonçons les choses clairement) interdire à un millier de filles le port du voile à l'école. Des associations (LDH, Mrap, FCPE, notamment) laïques, républicaines et dont la révolution sociale n'est pas la préoccupation, énoncèrent, en toute logique avec leurs convictions, leur opposition à une loi qui bannirait du droit à la scolarité des filles voilées3. Des libertaires, en désaccord avec mon point de vue antiprohibisionniste, me dirent qu'ON ne pouvait plus se laisser faire... Un parent d'élève (le genre sacrément réac) me dit qu'ON devait les arrêter... Mais c'est qui ce ON? Une conscience collective retrouvée, laïque, républicaine, qui rassemble les Français par-delà leurs convictions face à un danger? Non et mille fois non, je ne peux pas me reconnaître pas dans ce ON. Derrière ce ON il y a tant de pièges, de divisions, de dangers...

Sur une période très courte de l'histoire, et travers ces exemples, on peut voir que l'État mène sa politique en obtenant un consentement de la population par la manipulation des sentiments, que l'on nomme aussi propagande. La guerre en Yougoslavie devient humanitaire. L'élection de Chirac est une ode à la République et à la victoire sur le fascisme. La carte stratégique et diplomatique jouée face à la guerre de Bush fait de Chirac un héros pacifiste. L'exclusion de l'école de filles voilées se fait au nom de la laïcité avec Chirac dans le rôle du rempart contre l'intégrisme.

Humanitaire, antifascisme, pacifisme, laïcité... Derrière ces mots dont se pare l'État il y toujours l'État qui remplit sa fonction moderne de garde-chiourme des intérêts capitalistes. À l'occasion il sort la matraque. Mais le plus souvent il utilise ce vieux truc qui marche à tous les coups: l'unité nationale. Une cause commune face à un ennemi commun... Prenons un lointain exemple, le cas de l'Argentine et de sa dictature militaire qui vacillait. Cette dictature trouve une cause sacrée, la prise des Malouines aux Anglais. Elle retrouva alors, brièvement certes, un grand élan patriotique autour des couleurs nationales et de ses tortionnaires au pouvoir.

Nous ne sommes pas dans l'Argentine des militaires, mais dans une démocratie, et nous ne sommes pas en guerre contre les Anglais, me direz-vous. Mais nous vivons bel et bien toutes et tous une guerre. Une guerre que nous livrent le patronat et la bourgeoisie. Et ils le savent, la propagande est une arme de guerre.

Laurent Fouillard

- 1. On peut lire sur le sujet Dommages de guerre de Claude Guillon, éditions l'Insomniaque.
- 2. Voir le livre Voter Chirac, un cas de farce majeur chez l'Harmattan.
- 3. Dans le Monde diplomatique de février 2004, consulter l'intéressant dossier « Derrière le voile ».

Le plus grand chapiteau du monde

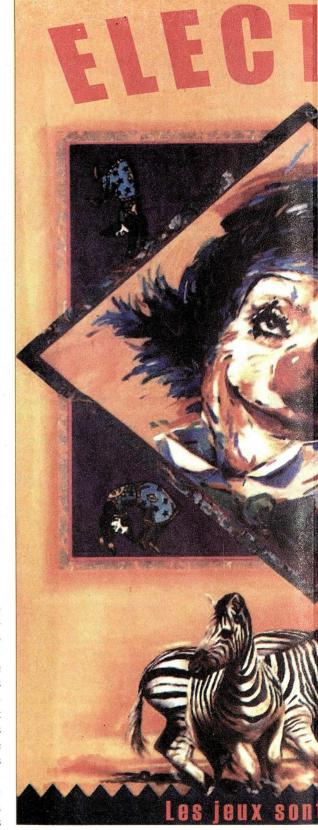
Vous allez rire, vous retiendrez votre souffle, votre cœur s'arrêtera de battre, vous allez avoir peur et vous allez pleurer, pour finir par retourner dans la plus grande indifférence chez vous, car après tout, tout ceci n'est que du spectacle.

Tenez-vous bien Mesdames et Messieurs voici les élections!

Johan

À LA SORTIE DE LA GUERRE, la France se reconstruit. Évacués les collabos et les chouans: en Irlande, en Amérique du Sud ou revenus sous de fausses identités usurpées dans les camps lors de leur fuite piteuse vers l'Allemagne, pour mieux revenir se terrer. La place est libre pour les sauveurs de la république mais les tensions sont présentes entre ceux qui revendiquent le pouvoir. Un gouvernement d'union est finalement créé qui rassemble les différentes parties en présence après la grande purge de la collaboration. Plus patriotes qu'eux ça n'existe plus.

Mais, à la sortie de la guerre, l'État a faim, la bourgeoisie réclame son pain blanc. La France se retourne alors vers ses anciennes colonies (Algérie, Indochine) mais les choses ne sont plus si simples qu'elles l'étaient auparavant. Ces dernières sont soutenues dans des luttes de libérations nationales par les différents protagonistes de la désormais « guerre froide » qui oppose les bolcheviques de l'Union soviétique (les capitalistes d'État et leur bourgeoisie d'État) aux forces capitalistes de l'axe Atlantique des États-Unis d'Amérique (Les capitalistes libéraux et leur bourgeoisie d'actionnaires). Ceux-ci sont subtils et savent user des arcanes du pouvoir, à travers les différentes factions locales, pour mettre en avant leurs intérêts. Et, malgré des dehors romantiques et aventuriers, ce sont les prémices favorables aux futures structures de



« Aux urnes, aux urnes, citoyens! »

contrôle économique que sont l'OMC (Organisation mondiale du commerce) et le FMI (Fonds Monétaire International). Tout est plus compliqué, c'est la merde et la débâcle (médiatiquement et humainement) à l'extérieur comme à l'intérieur où les extrémismes se réveillent autour du colonialisme dans le pour et le contre, avec la ferme intention pour les uns et les autres d'affirmer leur vision de l'ordre des choses par la dictature de préférence, que ce soit celle de la race ou celle du prolétariat. Les chouans en profitent même pour se poser en victimes du colonialisme

Johan est militant du groupe Jes Futuro de la FA.



français (ce qui sera considéré à tort comme une affirmation de lutte des classes, alors qu'il ne s'agit que d'une lutte des races); on voit resurgir des nationalismes qui s'étaient tus jusque là, honteux au sortir de la collaboration, ou d'anciens Waffen-SS: on était tranquillement devenu de braves Irlandais dans la jovialité de la fraternité celtique; le discours autrefois raciste se mâtine d'anticolonialisme: une nouvelle gauche est née, enfin et déjà prête pour l'Europe des régions. Les valets passent, les maîtres restent.

Les années soixante-soixante-dix ont été faites de rêves, les années quatre-vingt seront faites d'espoir... Si dans les premières, les luttes sociales se sont épanouies; le début des années quatre-vingt voit s'installer un climat géopolitique favorable à une libéralisation accrue de la société (au niveau européen et mondial); le néocolonialisme se vautre dans le fric et les coups d'État arrangés, les grandes puissances de l'axe Atlantique se partagent le gâteau et la France a l'arme nucléaire, un avenir qui irradie de tranquillité, on sent à peine la douce brise de la « crise économique ».

1981 : l'espoir est là, c'est la force tranquille qui s'installe, c'est la sociale : qui aurait pu y croire!

Mais il ne faut pas s'y tromper, le socialiste new-age n'est pas un âne et il sait ménager la chèvre (le capital) et les chous (les travailleurs/chômeurs). Ce sont les grandes avancées sociales: chômage structurel, développement de l'intérim (destruction du smic au profit du smic horaire), privatisations à tour de bras, mise en place de la décentralisation et du régionalisme (le petit nationalisme), politique extérieure de la France-Afrique (génocides au Rwanda, esclavage en Birmanie...). Bref l'économie se réveille de son sommeil embourgeoisé: la sociale peut motiver le propriétaire comme le prolétaire.

Mais, méfiance, la droite pourrait revenir. Garde! Et les leçons d'histoire servent à ne pas répéter les mêmes erreurs; ainsi, comme le préconisait un grand ancêtre de la révolution: « Il faut diviser pour mieux régner » (Louis XIV). On va alors mettre une extrême droite moribonde (OAS, poujadistes) sur le devant de la scène et lui donner accès aux médias et à la légitimité démocratique dans le noble but de pouvoir s'assurer un second septennat. Et ça marche...

Seulement, devant un tel marasme économique, le bon père de famille ne sait plus où donner de la tête: un coup à gauche, un coup à droite; aujourd'hui il y en aurait même qui voudraient du radical: un coup à gauche, un coup à droite; toujours les mêmes tentations autoritaristes mues par le désir du grand justicier redresseur de tordus.

Du coup, devant tant de confusion, les esprits habiles des politiciens se lepennisent: pour ne pas laisser germer ses idées nauséabondes piquons-les lui: lois Pasqua-Chevènement-Debré sur l'immigration, LSQ

Les anarchistes et les élections

Réunion publique organisée par le Groupe libertaire d'Ivry (Fédération anarchiste). À partir de 20 heures, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, à Ivry-sur-Seine, M° Porte-d'Ivry.

(Lois sur la sécurité quotidienne) chez les socialistes reprises à leur compte par l'UMP en les transformant opportunément en LSI (Lois sur la Sécurité Intérieure). Bref, après 1981, c'est 1984 tel que nous l'a décrit le romancier George Orwell; l'étau se ressert, l'histoire varie en permanence par le flot continu de l'information/désinformation, le langage luimême est instrumentalisé, la vie de chaque individu est contrôlée et soumise à des choix factices: celui de consommer, de choisir son maître.

Mais les structures du système d'exploitation sont absolument identiques et resteront immuables tant que personne (ou plutôt tout le monde) ne renversera ce vieux/nouveau système.

Allez, tremblez bourgeois.e.s, les petit.e.s comme les grand.e.s, frémis petit peuple d'en bas, le temps est encore venu de ne rien changer. La bourgeoisie sera encore la maîtresse demain tant qu'on jouera à ce jeu de dupes. Du chapeau sortiront encore des bourgeois.e.s qui nous imposeront plus ou moins affablement le capitalisme du fric et son corollaire étrangleur: le profit générateur de pouvoir augmenté et qui continuera à remplir l'escarcelle du pouvoir de tou.te.s ceux et celles qui s'y accrochent et dont le fantasme est de diriger. Lequel d'entre eux ne rêve pas de devenir vizir à la place du vizir?

Enfin on nous promet encore un grand moment de magie: poudre aux yeux, acrobaties, grands frissons...

Enfin vote dur, vote mou, mais vote dans le trou ça sentira toujours la rose.

Pour changer ce système il ne s'agit pas de prendre le pouvoir mais de le renverser pour le remplacer par un autre fonctionnement de société, autogestionnaire et basé sur la libre association.

Il faut lutter en dehors de tout parti politique, pour l'égalité économique et sociale et pour le métissage des personnes et des cultures, en respectant les différences, d'âge, de sexe, d'orientation sexuelle et en privilégiant l'action et la démocratie directes plutôt que la délégation de pouvoir et la démocratie parlementaire (ce qui revient à signer un chèque en blanc, avec les résultats qu'on connaît).

Il faut lutter pour que chacun.e selon ses centres d'intérêts se prenne en main et décide de ses affaires, sans le moindre intermédiaire, pour son propre intérêt et celui de la collectivité, dans le respect mutuel; dans son quartier, dans sa rue, sa commune, dans l'entreprise collectivisée et outil de la production des biens produits en fonction des seuls besoins.

Et vive la confusion!



« **LA DEUXIÈME** maladie de ce pays, après le sexisme, c'est le racisme. Et pourquoi pas un féminisme avec l'islam. » ¹

Depuis 68, la chute du mur de Berlin et la disparition du marxisme en temps que modèle de transformation et d'organisation sociale, le discours des tenants du pouvoir, qu'il soit politique, culturel ou économique, nous assomme du même slogan: « La fin des idéologies ».

Or, depuis toujours les interventions militantes pour la liberté se sont dressées contre les pouvoirs dominants et plus particulièrement contre les sources de ces pouvoirs.

Depuis toujours les actions militantes se sont situées dans un cadre idéologique et plus particulièrement dans celui de la lutte des classes.

Lutter contre les capitalistes était et reste avant tout une lutte contre « le capitalisme ».

Lutter contre les prisons était et reste avant tout une lutte contre l'État et le système économique inégalitaire.

Lutter contre les guerres était et reste avant tout une lutte contre toutes les armées et l'État qui en est la cause.

Lutter pour l'égalité des sexes était et reste avant tout une lutte contre les religions qui fondent la morale des hommes et des femmes...

Aujourd'hui, de nombreuses luttes ne saisissent plus que la partie émergée de l'iceberg et se passionnent pour le « jour le jour », « la solution au présent », le « cataplasme sur la jambe de bois ».

Il n'est pas dans notre propos de dire que ces formes d'interventions: Ligue des droits de l'homme, Médecins du monde, Restos du cœur ou Handicap International par exemple, sont inutiles. Nous disons simplement qu'elles se positionnent une fois pour toute dans le système politique et économique du moment et qu'à ce titre, elles perdureront indéfiniment sur le dos des malheureux de ce monde.

Au-delà et à partir de ces réflexions, nous pouvons poser la question du voile et prendre une position à la mesure de nos engagements idéologiques.

Ou bien nous souscrivons à l'article de Sylvie Tissot paru dans le Monde libertaire du 5 février et nous acceptons le voile au nom du féminisme dont l'auteure se revendique. Nous faisons alors objectivement cause commune avec les religieux.

Ou bien nous considérons, à la lumière de notre expérience et aussi de la réflexion de nos penseurs et militants/tes, que les religions sont à la source du patriarcat. Qu'elles sont les moules où se forgent les valeurs de rejet et de supériorité de l'homme sur la femme.

Nous privilégions alors une lutte ferme et radicale contre toutes les religions.

Il est bien évident que cette dernière approche ne prend pas en compte le statut de quelques jeunes filles comme il est bien évident que nous ne nous positionnerons pas sur une loi imbécile.

L'idéologie dont nous nous revendiquons nous donne des repères rigoureux. Nos outils respectent l'Humain et savent s'attaquer à la racine des maux dont souffrent les femmes et les hommes.

Alors, restons anarchistes tout bonnement en développant une forte campagne antireligieuse. C'est le meilleur service que nous pourrions rendre aux jeunes filles « manipulées ». C'est ce que nous devons donner aux femmes d'ici et d'ailleurs qui subissent dans leur chair la violence patriarcale issue des dogmes religieux.

Groupe Henry-Poulaille

1. Christine Delphy, chercheuse au CNRS, directrice de la revue Nouvelles Questions féministes et coprésidente de la Fondation Copernic.

Debout les damnées de la terre

Muriel et Jeanne

Difficile d'écrire sur le féminisme et les classes sociales car les paradoxes ne manquent pas. En voici un: le mouvement féministe a revendiqué sa spécificité de groupe de femmes tout en combattant les hommes qui voulaient singulariser ce groupe (désigné comme biologiquement différent, il était alors censé avoir « naturellement » un destin social et économique différent).

LES FEMMES comme groupe social, c'est donc une lutte contre les camarades hommes qui n'ont pas su, pas voulu reconnaître les femmes comme sujets historiques, obnubilés qu'ils étaient par cette classe du prolétariat promise, elle, à un grand avenir. Mais c'est aussi l'histoire d'une lutte interne au mouvement féministe lui-même.

Sexe biologique... sexe social... « classe » des femmes

Aborder le rapport entre classes sociales et féminisme nécessite, en premier lieu, de revenir sur ce qui est une évidence en matière de rapports de classe et une idée à défendre en matière de féminisme.

Qui dit classes sociales, dit rapports sociaux entre des individus, des groupes, aux intérêts différents, souvent antagonistes. Ces rapports forment un système et aboutissent à une logique d'organisation sociale pouvant être étudiée de façon théorique, présentant un caractère d'abstraction et de généralité. Cela dit, il ne s'agit, ou il ne devrait pas s'agir pour autant d'un système monolithique dont l'histoire suffirait à le définir une fois pour toutes en dehors de sa dynamique et donc de ses variations dans l'Histoire et dans le temps. Mais tant que les études - sociologiques et politiques - ont posé comme postulat l'existence d'un préalable biologique à tout rapport social (les femmes formant a priori un groupe spécifique dans toute société), il a été impossible de faire émerger ce qu'il y avait de construction sociale dans les rapports de sexe. Les analyses très novatrices du Mouvement de femmes des années soixante-dix ont apporté un acquis fondamental pour contrecarrer les conceptions naturalistes d'avant.

Elles ont également permis de mettre au jour l'historicité des rapports de domination, d'oppression hommes/femmes dans l'espace

et dans le temps, et d'appréhender ces rapports comme quelque chose faisant système et pouvant être théorisés et étudiés dans ses généralités. Il semble donc intéressant de parler de rapports sociaux en matière de rapports hommes/femmes. Cela permet de dépasser les analyses naturalistes qui conduisent vite au fatalisme dans le sens où on ne voit pas l'intérêt qu'il y aurait à lutter contre quelque chose qui relève de l'ordre de la nature. On arrive alors à la notion de sexe social, on définit l'individu social suivant son sexe.

Mais ça permet aussi d'ancrer le féminisme dans une réalité et une dynamique sociales plus larges.

En effet, admettre qu'il y a une construction sociale des rapports de sexes, c'est d'abord nommer l'oppression des femmes par les hommes, en un mot mettre au jour le système patriarcal, les rapports sociaux construisant des individus en groupes opposés, antagonistes et hiérarchisés, eux-mêmes producteurs de rapports sociaux: il y a donc à la fois permanence de structures stables et changements, évolutions des rapports.

Identifier le système patriarcal, comme l'avaient fait les marxistes pour la lutte des classes dans le système capitaliste, c'est déjà se donner les moyens de combattre une logique qui ne doit rien au hasard. Les rapports de sexes relevant d'une construction sociale, il est évident que les intérêts caractéristiques, spécifiques du groupe des femmes ne sont pas seulement déterminés par leur sexe social et vont donc entrer en relation avec la réalité sociale plus large.

[...] Parler de sexe social, c'est mettre au jour le système patriarcal qui fonctionne comme le système capitaliste, g'est-à-dire avec des groupes antagonistes, des classes aux intérêts divergents. Cela dit, les deux systèmes n'évoluent pas comme des courants parallèles

D'après un article publié au début des années quatre-vingt-dix dans le numéro 0 de *RAS*, *Revue d'anarchisme social*. Muriel et Jeanne étaient alors militantes du groupe Milly Witkop de Nantes et membres de la commission Femmes de la FA.

qui ne se rejoindraient jamais. Au contraire, il y a interaction permanente des deux systèmes ce qui rend la notion même de « classe des femmes » en partie – et en partie seulement – inopérante.

Femmes au travail... Femmes dans

Femmes au travail... Femmes dans le travail...

Les années soixante-dix ont eu le privilège d'être à la fois témoins d'une floraison de groupes politiques, fondés sur la lutte des classes, et de l'émergence du Mouvement de libération des femmes.

Avant même d'étudier le rapport entre ces deux mouvements, il n'est pas inintéressant de s'arrêter quelques instants sur la place des femmes dans la société de l'époque.

L'émergence d'un Mouvement de libération des femmes a correspondu à une période de plein emploi. Les femmes ont alors cumulé un travail marchand (pour lequel on retrouvait les repères de classes sociales traditionnels) et un travail non marchand, dans l'entretien domestique de la sphère privée. Elles échappaient ici aux repères socioprofessionnels et sauf pour celles qui faisaient faire leur ménage par des femmes de ménage (et non des hommes de ménage d'ailleurs, sauf dans le très célèbre sitcom américain Madame est servie), seul était pris en compte leur sexe.

Il faut donc bien commencer par nommer cette classe des femmes qui travaillent et ont toujours travaillé dans l'ombre. Elles constituent une classe en ce sens qu'elles forment, numériquement parlant, un groupe social tout à fait significatif, qui a sa plaçe déterminée dans la société, et entre dans un rapport marchand avec un groupe de dominants: les « patrons » de la sphère privée (maris, concubins, frères, pères).

[...] Quittons maintenant cette « classe voilée » pour revenir dans la sphère du travail marchand. Il y a dans ce domaine une difficulté à concilier les deux grilles d'analyse que sont, d'un côté, l'analyse antipatriarcale et, de l'autre, l'analyse anticapitaliste. Par exemple, dans une optique marxiste, le travail salarié est perçu comme aliénant. Au contraire, dans une optique féministe, il est vécu comme libérateur. L'explication de cette divergence est simple: pour les premiers, l'aliénation vient du rapport dominant/dominé dans la sphère du travail.

Pour les secondes, la libération vient de cette possibilité que donne le travail salarié d'échapper aux rapports de domination dans la sphère privée. Il s'agit bien là de savoir quelle classe sociale on prend en compte, et avant même, quel groupe social on reconnaît.

Femmes de ménage ou ouvrières d'usine se retrouvent paradoxalement plus libres dans ce semi-esclavage salarié que lorsqu'elles dirigent leur sphère domestique. Si à oppression maximale correspond appartenance première, fondamentale, alors, sans aucun doute, la classe des femmes est plus vaste et plus réelle que la classe ouvrière.

Les femmes vendent leur force de travail (et semblent rejoindre la sainte classe ouvrière marxiste) pour échapper à l'aliénation familiale, institution qui contient par essence la négation de l'individu « femme ».

Autre conséquence de cette lecture différente: la féminisation de certains emplois.

Ce ne serait pas un problème si ce phénomène ne s'accompagnait pas d'une baisse de salaire, tandis que la masculinisation d'autres secteurs entraîne une plus-value de ces secteurs. Cela veut dire que la classe dominante sait jouer sur le système patriarcal et utiliser la sexualisation des emplois à son profit; alors qu'en face l'analyse marxiste ne voit qu'un rapport salarié/employeur asexué.

De plus, l'habileté de la classe dominante à prendre en compte les salariées se retourne contre elles

Différents discours politiques servent alors une même cause: le retour de la femme au « sweet home » (salaire parental, allongement du congé de maternité, attribution simplifiée de temps partiels...). [...] Ainsi, la prise en compte du travail non marchand effectué par les femmes dans la sphère privée sert pour leur attribuer en priorité des temps partiels, précaires, sous prétexte de leur donner plus de facilités pour s'occuper de leur famille. [...]

Féminisme et mouvements politiques : je t'aime moi non plus

De là le douloureux rapport (de classe!) entre le(s) mouvement(s) féministe(s) et le(s) mouvement(s) politique(s).

Ces difficultés sont issues des années soixante-dix, des ruptures ou au contraire des rapprochements que le mouvement féministe a pu faire avec l'échiquier politique.

À l'intérieur du mouvement féministe, il y avait plusieurs tendances qui avaient toutes des positions différentes sur cette notion de classe de femmes. Précisons tout de suite que de nombreux groupements prenaient un peu de plusieurs tendances. Disons également que le mouvement féministe s'inscrivait dans une réalité sociale et qu'il a donc changé avec l'évolution plus générale de la société et du mouvement politique.

[...]

– Une grande orientation du mouvement féministe était portée par des féministes révolutionnaires. Elles défendaient l'idée que les femmes appartenaient à une même classe sociale à l'intérieur d'un système spécifique, le patriarcat, fondé sur la domination des femmes par les hommes. Ces féministes ont très vite opéré une rupture avec le marxisme car l'ennemi principal n'était pas, selon elles, le capitalisme, mais un type hiérarchique de rapports sociaux où les hommes sont impliqués en tant qu'acteurs de cette oppression (c'est ce que nous avons nommé « sexe social » dans la première partie).

C'est encore aujourd'hui une orientation possible du féminisme. Dans cette optique, le



 Trésor, le devoir m'appelle encore à une réunion.
 Veille à ce que tout le boulot soit fait à mon retour à la maison!

⁻ Compris?

terme de « classe sociale » est à prendre comme strictement équivalent à la « classe sociale » dans l'anticapitalisme. Elle sera chargée des mêmes devoirs que le prolétariat.

[...]

Il est clair que cette grille de lecture questionne sur la place et les rapports d'un tel mouvement au reste de la société. Du patriarcat comme ennemi principal au patriarcat comme seul ennemi, le pas peut être vite franchi.

[...]

– Autre grande orientation féministe: la tendance lutte des classes. Pour elles, le capitalisme demeurait un ennemi politique.

Il y avait donc collaboration avec l'extrême gauche pour mener à bien cette lutte anticapitaliste. En parallèle, il y avait une lutte spécifique contre le système patriarcal.

[...]

Lorsque le mouvement social des années soixante-dix est retombé, les militantes ont fait le choix soit de lutter spécifiquement dans leur organisation politique mixte, soit de rejoindre des groupes féministes qui subsistaient çà et là en laissant tomber leur organisation politique.

Dans l'état actuel des choses, c'est peutêtre cette orientation (il semble difficile, vu la disparition d'un mouvement social féministe, d'utiliser un autre terme que celui d'orientation) qui connaît le plus de problèmes, et dans ses luttes et dans sa réalité.

Première problématique : celle de l'intégration, et à quel prix ?

En effet, mener une lutte féministe de façon spécifique à l'intérieur d'une organisation plus globale pose le problème de la reconnaissance de cette lutte. Les femmes se trouvent confrontées à la thématique de la « lutte des classes », de l'anticapitalisme, comme objectifs prioritaires de l'organisation.

Le sujet historique étant alors masculin, surtout lorsque le pouvoir est détenu par les hommes de l'organisation, leurs revendications spécifiques entrent en contradiction avec les revendications plus globales.

Ici aussi la terminologie a son importance. En effet, bien souvent, figer l'expression de « classe sociale » dans une définition qui lui donne un rôle historique qui va au-delà de la réalité sociale, c'est refuser l'existence d'autres groupes sociaux (tels que celui des femmes) puisqu'eux ont une réalité sociale certes mais pas de « vocation » politique. Alors, malheureusement, c'est souvent en taisant leur identité sociale, leurs revendications féministes, que ces femmes arrivent à rester dans leur organisation parce qu'on ne peut pas mettre l'idéologie en danger au nom d'une lutte qui n'est qu'un tout petit bout de la lorgnette!

 $[\ldots]$

Aujourd'hui, comme il y a cent ans, l'économie privée et publique est gérée suivant une logique patriarcale qui n'a jamais été désignée comme l'oppression majeure par les



Montfermeil: préparation du repas à la cité des Bosquets.

organisations politiques. Comment nous fondrions-nous dans une lutte des classes qui voit s'opposer des hommes ayant par ailleurs exactement la même organisation dans leur gestion de la sphère privée?

Toutes ces questions sont bien entendu conditionnées par la réalité. Peut-être y a-t-il des périodes où on peut se payer le luxe de négocier sa reconnaissance?

Peut-être sommes-nous dans une période où parler de classe de femmes permettrait de redynamiser un mouvement de femmes qui se sentirait uni par la même lutte contre le patriarcat et se sentirait aussi porteur d'un rôle historique.

Voilà quelques questions que pose la problématique du féminisme et des classes sociales.

L'histoire des dernières années tend à montrer la constance de la non-prise en compte dans les organisations politiques d'un groupe social de femmes. Et ce, quelle que soit la terminologie adoptée par les féministes elles-mêmes

Lorsqu'elles parlent de classe de femmes, elles sont clouées au pilori comme traîtresses à la cause

Lorsqu'elles tentent de s'intégrer aux organisations politiques mixtes, elles sont laminées et doivent le faire en renonçant à leur existence de groupe spécifique ayant un rôle et partageant le pouvoir dans l'organisation à égalité avec leurs camarades.

Il semble évident que les féministes ne doivent pas attendre le lendemain du Grand Soir (comme elles ont bien fait de ne pas attendre en 68) pour exister. Sans doute que leur reconnaissance passe par une organisation parallèle qui imposerait le rapport de forces d'un groupe contre d'autres, d'une classe contre d'autres.

Sûr aussi qu'elles ne doivent pas se laisser enfermer dans l'urgence de la lutte des classes qui fait que toute analyse différente est vécue comme une trahison ou une menace dans l'organisation qui, elle, poursuit de nobles buts!

M.& J.

Spezzano Albanese

La Fédération municipale de base ou la démocratie directe contre le pouvoir municipal

SPEZZANO ALBANESE est une petite ville de 7000 habitants en Calabre, au sud de l'Italie. Dans cette ville, marqué par une présence anarchiste importante depuis les années soixante-dix, des militants libertaires ont impulsé et animent, depuis le début des années 1990, une Fédération municipale de base (FMB). Celle-ci est une véritable structure horizontale et territoriale à l'échelle de la commune composée de comités de quartier, d'unions professionnelles et d'assemblées générales. La FMB est fondée sur des pratiques d'auto-organisation et d'autogestion des habitants de la cité. Par son mode d'organisation et les actions qu'elle mène, la FMB propose une alternative, sur le mode de la démocratie directe, à la gestion de la commune par les institutions municipales et leur principe de délégation de pouvoir. Ce qui n'est pas, bien sûr, sans provoquer des tensions et des conflits avec les institutions en place.

La FMB est à la fois une arme de dénonciation publique des magouilles du pouvoir municipal comme des spéculateurs et des entrepreneurs, une force de contestation et de proposition sur les projets qui concernent la commune et donc la vie de toutes et tous, et enfin une école d'émancipation pour toutes celles et tous ceux qui y participent. En effet, à l'heure où les politiciens et le pouvoir sont de plus en plus désavoués, la FMB permet de montrer que d'autres formes d'organisation sociales existent, qu'il est possible de s'impliquer directement dans la gestion de sa ville et de sa vie, qu'il est possible de prendre ses affaires en main.

Ce petit film de 35 minutes, réalisé par Guillaume Burnod et David Rappe durant l'été 2002, raconte l'histoire, l'expérience et les luttes de cette Fédération municipale de base, mais aussi du mouvement anarchiste à Spezzano Albanese, au travers de rencontres avec quelques-uns et quelques-unes de ses militant.e.s et de ses sympathisant.e.s. Ce film est aussi une excellente introduction à une réflexion et à un débat sur comment gérer la ville nous-mêmes, sur comment nous réapproprier la commune par des pratiques libertaires. Il a l'avantage de présenter une expérience actuelle qui peut être riche d'enseignement pour nos luttes actuelles dans le domaine du communalisme et qui, par sa portée, peut fournir des pistes de réorganisation pour la société future.



Projections suivies d'un débat avec les réalisateurs

- Samedi 21 février 2004 à Paris, à 16 heures à la librairie du Monde libertaire, 145 rue Amelot, dans le 11^e arrondissement.
- Dimanche 22 février 2004 à Lille, dans le cadre des Anars 4 heures du groupe de Lille de la FA, à 16 heures au CCL (4, rue de Colmar, M° Porte-des-Postes)
- -Vendredi 12 mars 2004 à Chalon-sur-Saône (71), à 20 heures à la maison des syndicats, organisée par le groupe la Vache noire, de la FA.

Disponible en vidéo aux Éditions du Monde libertaire

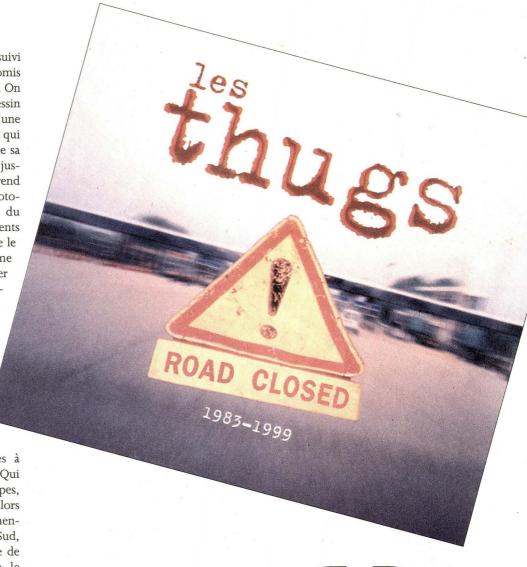
Spezzano A, la Fédération municipale de base ou la démocratie directe contre le pouvoir municipal, 2003, 35 minutes, suivi de À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal, 2001, 45 minutes, des films de Guillaume Burnod et David Rappe, 80 mn, 12,20 euros (disponible à la librairie du Monde libertaire, ajouter 10 % pour le port).

LE GRAPHZINE l'Échelle, dont nous avons suivi l'évolution mètre après mètre, avait promis une surprise pour son quatrième numéro. On la découvre en dépliant la chose: un dessin collectif présente la furieuse bataille d'une troisième couleur, le jaune, contre le rouge qui jusqu'à présent marquait la publication de sa suprématie. Ça explose dans tous les sens, jusqu'à couler au recto du zine où le jaune prend tranquillement position derrière le photomontage de façades graphées. L'issue du conflit est-elle incertaine? Renseignements pris au QG de l'Échelle, il semble bien que le destin du rouge soit scellé. Quatrième numéro, donc, et quatrième mètre à ajouter aux précédents. Si ça continue - on le souhaite! - celles et ceux qui auront eu la bonne idée d'accrocher L'Échelle aux murs, devront un jour ou l'autre songer à changer d'appart'.

Contact: Association l'Échelle, 45, rue Basfroi, 75011 Paris, www.echellechelle.net

DISCRÈTEMENT mais avec une constance remarquable, le réseau Sans-Titre continue depuis plusieurs années à remuer le terrain alternatif et libertaire. Qui sont-ils/elles? « Des individu.e.s, groupes, associations, qui nous sommes connu.e.s lors de l'organisation de la caravane intercontinentale (des représentants de peuples du Sud, principalement indiens, qui dans le cadre de l'Action mondiale des peuples contre le "libre"» échange et l'OMC, avaient sillonné l'Europe pour expliquer aux locaux les méfaits du capitalisme chez eux) et qui avons voulu rester en contact. Par la suite, d'autres se sont joint.e.s ». Le réseau se réunit environ tous les deux mois chez un collectif différent, discute de projets, présente ses luttes locales. Un bulletin, l'Expérience Sans-Titre, est l'émanation directe des réflexions portées par chaque réunion du collectif. Assez variable dans l'épaisseur et le contenu d'un numéro à l'autre, il reste toutefois d'une grande qualité, et décline à de nombreux points de vue les idées d'autogestion, de réappropriation de nos vies, de nos moyens et espaces d'existence, sans jamais omettre d'analyser les multiples mécanismes qui alimentent et verrouillent nos aliénations. Le dix-huitième numéro de L'Expérience Sans-Titre (le dernier en date, je crois) est on ne peut plus stimulant, malgré une mise en page un tantinet austère.

On peut se procurer la chose en contactant les nombreux squats et collectifs qui animent le réseau, par exemple: l'Espace autogéré des Tanneries, 17, boulevard de Chicago, 21000 Dijon (tanneries@free.fr), ou Les 400 couverts, 4 et 10, traverse des 400 Couverts, 38000 Grenoble.



CRASH DISQUES a eu l'excellente idée de sortir une double-compilation des Thugs, qui exacerbera sans doute la nostalgie de celles et ceux ayant eu le plaisir de suivre le légendaire combo angevin dans son parcours, de 1983 à 1999. En revanche, et contrairement à certains imposteurs du mouvement punk, Les Thugs ne se reformeront pas. Road closed, titre sans équivoque, est en quelque sorte un rappel. Le rappel d'un son particulier, sinon unique, qu'avait su trouver le groupe, un genre de hardcore pop où les voix se placent à égalité avec les instruments, à un même niveau d'intensité, un genre de punk émotionnel qui trouve, à mon avis, sa plus belle expression dans le très aérien Wellcome to the club introduisant la compilation. Au final, 32 titres dont plusieurs enregistrés en concert marquent un bel hommage que Les Thugs méritaient largement. Seul regret: le livret, bien mince, n'offre aucun éclairage sur la vie du groupe ni sur les paroles, mais présente un texte assez terne (et en anglais) de Jonathan Poneman, co-fondateur de Sub-Pop (le label américain qui porta, avec Alternative Tentacles, la « carrière » américaine des Thugs). L'anecdote, si elle est rare dans la scène punk hexagonale, ne devrait pas supplanter le reste. Non?

Les Thugs, Road closed (Crash Disques, distribution Pias-France), dans les bacs.



Du nerf pour la guerre

René Burget



Francis Ronsin sera l'invité de « Si Vis Pacem » le jeudi 26 février, à 18 heures sur Radio libertaire. Le thème abordé sera bien sûr: « Explosions boursières à Paris, 1939-1945 ».

Francis Ronsin, *la Guerre et l'oseille*, 23,50 euros, disponible à Publico.

DRIGINALE et savoureuse cette lecture de la presse financière française de 1938 à 1945, concoctée par Francis Ronsin¹. Les esprits curieux apprendront, sinon comment il est possible de faire fortune sur des montagnes de cadavres, du moins la façon dont s'exprimait la « bonne » conscience des boursicoteurs tout au long des violences terroristes et militaires de la Seconde Guerre mondiale: l'envolée tout particulièrement spectaculaire des indices à la Bourse de Paris n'a eu d'équivalent ni chez les puissances de l'Axe, ni chez les Alliés... ni dans les autre États occupés, voire même dans les pays neutres.

À travers ce florilège d'articles de journaux économiques, se découvrent sans fard la cruauté et l'obscénité de spéculateurs, qui, à l'épicentre d'une énorme tragédie humaine, ne pensent qu'à s'enrichir avec une fièvre éléphantesque: quand la guerre et l'oseille se mettent ouvertement en ménage, les mentalités mesquines, égoïstes et serviles se goinfrent.

Le 1^{er} septembre 1939, les troupes allemandes pénètrent en Pologne. Toute la France est mobilisée. L'Agence économique et financière (AEF) publie cet avis: « En vue de satisfaire aux besoins de la clientèle, les services de caisse et de coffres-forts du Crédit lyonnais seront ouverts au siège central et dans les agences le samedi 2 septembre toute la journée, aux heures habituelles. » L'absence de distributeurs automatiques de billets n'explique pas cette soudaine sollicitude pour procurer de l'argent de poche aux citoyens-soldats...

L'échéance la plus redoutable pour lesdits financiers « risque d'être, non pas la guerre, mais la démobilisation ».

Vendre au son du clairon et acheter au son du canon est un vieil adage boursier.

Dans les colonies, malgré le départ du jeune personnel européen sous les drapeaux, l'activité, à l'instar de celle de la Société commerciale de l'Ouest-Africain, n'est pas trop perturbée en raison de la maîtrise des mers par les flottes britanniques et françaises.

À la Bourse de Madrid, 100 francs français se négocient jusqu'à 28,15 pesetas, alors que 100 marks s'achètent à 3,90 pesetas: la monnaie allemande ne vaut pas grand-chose, même au pays du général Franco, grand ami des dictateurs Hitler et Mussolini.

Divers décrets paraissent au JO, qui rassurent le palais Brongniart sur le strict respect des valeurs morales: l'État relève sensiblement le prélèvement effectué sur les bénéfices des entreprises travaillant pour la Défense nationale. Contrairement à 14-18, il n'y a plus

désormais de « profiteurs de guerre ». On n'arrête pas le progrès, surtout celui du cynisme économique!

Le Journal des finances (JDF) ne s'inquiète pas, au contraire du clairvoyant marché hollandais, des concentrations de la Wehrmacht dans la région d'Aix-la-Chapelle: « Un mouvement tournant par la Hollande, la Belgique ou la Suisse exige de gros effectifs. L'armée allemande, qui pendant dix-huit ans n'a pas pu utiliser le système de conscription, ne possède pas, à beaucoup près, les effectifs exercés et encadrés dont elle disposait en 1914... »

Grâce aux mérites de l'armée enterrée dans la ligne Maginot, l'argent retourne massivement en France: ces importantes rentrées de capitaux (34 milliards de titres et devises rapatriés, selon l'AEF du 14 décembre 1939) entraînent des investissements qui enflamment la cote à la Bourse de Paris. Il s'agirait d'un acte patriotique, permis par la dissolution du Parti communiste, victime collatérale du pacte germano-soviétique!

Les Déroulède hurlent à la religion sanglante de la patrie dans les assemblées générales des entreprises, pour faire face au manque de travailleurs, ils obtiennent du gouvernement des réductions de salaire de 15 %, une durée de travail portée jusqu'à 60 heures par semaine, la venue dans l'Hexagone de nombreux ouvriers, notamment du Tonkin, pour aider les industriels français à attendre la victoire totale...

Avant la pâtée, le pâté en boîte connaît ses heures glorieuses: « La maison Olida aurait passé avec l'intendance un important contrat de fournitures, qui occuperait la presque totalité de l'activité des usines d'Asnières » (Aux écoutes de la finance du 25 novembre 1939). Il en est de même pour le cirage Lion noir, qui fait exploser ses bénéfices.

Francis Ronsin, dont il convient de saluer la rigoureuse impartialité dans sa méthode de travail, citant Jean-Noël Jeanneney, attire l'attention sur la vénalité de certains journaux économiques et financiers sous la III^e République. Affairisme, chantage, mélange des genres entre articles et publicité... vicient la presse tout entière, et partant, la marche même et la vie d'un régime démocratique. Quel changement avec les médias à la botte des marchands d'armes, qui bourrent actuellement les kiosques?

Le 10 juin 1940, coup de tonnerre dans les cieux sereins du milieu, la Bourse de Paris est fermée et la cotation y restera théoriquement suspendue jusqu'au 19 mars 1941. C'est l'époque du viol des coffres-forts, dont l'horreur reflète une « anarchie » totale!

Marché noir

Sous les colonnades ou les passages couverts du quartier parisien de la Bourse, un acheteur trouve un vendeur et ils se mettent d'accord sur un prix (généralement de quelques points au-dessus des cours de la Bourse de Lyon, intangible référence à la zone nono 3). Soucieux d'avoir une garantie sur l'origine des titres, il demande à un agent de change d'entériner la transaction. Celui-ci sollicite l'autorisation d'un adjoint de service, qui donne son accord si le cours lui paraît normal.

Parallèlement, entraînés aux coups et combines en tous genres, y compris aux situations de prohibition, concurrençant durement les coulissiers, des prédateurs marrons et retors développent un marché « noir-noir ». Les devises, l'or, les diamants, les tableaux, les timbres poste, etc. s'échangent avec des prix à la tête du client.

Les entreprises « juives » ont été liquidées ou aryanisées. Les professions touchant au commerce de l'argent sont interdites aux personnes juives depuis la loi du 2 juin 1941.

Ceux qui ne se sentent plus chez eux en France réalisent tous les biens dont ils peuvent se débarrasser, d'où une évasion de capitaux.

Face à la démentielle envolée des cours, les agents de change persuadent les autorités que seule la réouverture de la Bourse peut y mettre fin: le 19 mars 1941, c'est chose faite et au cours de cette « année noire » l'indice du cours des actions progresse quand même de 52 %.

Les offres restent à peu près inexistantes, face à des demandes qui s'accumulent de jour en jour (par exemple le 9 décembre 1942: 61 offres de vente sur le nickel pour 6781 demandes). L'économie à la sauce de Vichy devient un foutoir innommable, d'où débordent les pratiques frauduleuses des marchés noirs-noirs. Les cours flambent, la Bourse se bloque, elle enregistre des cours fictifs et les transactions se passent sous le manteau. Le nombre de billets de banque en circulation s'accroît considérablement (de 270 à 383 milliards de francs pour la seule année 1942) en plein marasme de la production et des échanges.

Le 6 décembre 1941, le Journal de la Bourse, fait unique, chante la révolution sociale et la suppression du salariat: « La Révolution européenne est en cours »...

Le 10 octobre 1942, ce même brûlot reproduit l'appel du secrétaire d'État à la production industrielle: « Tout Français est assujetti au travail. Cette notion d'assujettissement fait appel à son honneur. » Or, souligne Francis Ronsin, c'est rarement en vain que l'on fait appel à l'honneur des Français, tout comme à leur intelligence...

Disposant de revenus considérables, les vendeurs du marché noir sont devenus euxmêmes les acheteurs les plus intrépides. Ils créent un désir frénétique d'acquérir des actions, des Bons du Trésor et autres valeurs « refuges ». Tout s'achète à n'importe quel prix.

Sous les bombes

Les bombardements de l'aviation anglo-américaine n'ont pas d'effet sur les cours de la Bourse (JDF du 10 septembre 1943).

D'ailleurs, ces bombardements visent surtout des infrastructures, des installations industrielles (déjà démantelées par les Allemands), voire des cités ouvrières (qui ne votent pas pour les conservateurs). Mille quatre cents logements sociaux ont été détruits en Normandie, d'après le JDF du 21 septembre 1945.

Les attaques aériennes, qui détruisent les fortunes en billets de banque, agissent peu sur les Bons du Trésor, faciles à thésauriser et qu'on emporte dans son portefeuille. L'insécurité du lendemain remplit pourtant toujours plus les lessiveuses de billets, car les agriculteurs et propriétaires français se démènent fébrilement pour cacher leur argent sale au fisc.

Par contre l'inflation liée aux dépenses d'armement et de guerre se poursuit en raison également des paiements et dépenses de l'armée d'occupation allemande (Agence économique et sociale, circulaire n° 108, 4 février 1943).

Certaines fabrications sont interdites: celle des jouets, à Berlin, à compter du 15 avril 1943, celle de confiseries en Allemagne au 1^{er} janvier 1944: la guerre entre véritablement dans une phase très critique.

Avec l'invasion militaire, de janvier à août 1944, la multiplicité des monnaies pose des problèmes: « franc Pétain », « franc de Gaulle », billets des armées d'occupation? Faut-il soupçonner la « finance juive américaine », les gaullistes et leurs alliés communistes de projeter la ruine des braves épargnants français?

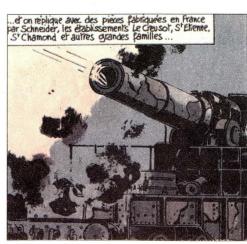
Alors que les chars alliés foncent sur Berlin, les cours baissent sensiblement, tandis qu'ils montaient gaillardement quand l'armée allemande envahissaient l'Union soviétique...

Autre paradoxe apparent de cette période sanglante, un grand engouement pour les arts, la joaillerie, la philatélie, etc. se développe sans référence comparable, autre que la perspective d'un impôt sur la fortune sous un prétendu gouvernement socialiste.

Enfin est-il besoin de rappeler que les grandes nationalisations de 1945-1946, ont généré des « indemnisations équitables », sans lendemains tristes pour les boursiers, dont les plus malins avaient anticipé la « spoliation »?

Un grand merci à Francis Ronsin, pour ce livre limpide, qui fait tomber tant de tabous sur l'argent de la guerre! R. B.





Dessins de Tardi, tirés de le Trou d'obus.

^{1.} Par ailleurs, auteur d'une histoire du néo-malthusianisme: la *Grève des ventres* (Paris, Aubier, 1980) et d'une biographie de Jeanne Humbert: Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin, Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances (Paris, Spartacus, 2001).

^{2.} Vieil adage boursier

^{3.} Zone non occupée par l'Allemagne, dite aussi « libre ».

Jeudi 19 février

Dijon

Soirée de soutien à la colo libertaire. Repas, chansons, expo de la colo. À 19 h 30, au café Chez nous, impasse Quentin.

Montpellier

À 20 h 30, débat à la librairie la Mauvaise Réputation (20, rue Terral) sur la loi Perben 2, organisé par le groupe Un Autre Futur de la CGA et animé par Jean-Jacques Gandini.

Vendredi 20 février

Limoges

Festival du Rash, avec la Brigada Flores-Magón, Brixton Cats et La Souris Déglinguée.

Besançon

Concert avec Pierréfran à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz à 20 h 30.

Samedi 21 février

Paris 11e

Projection du film *Spezzano A.* et débat à 16 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Vion (73)

Vernissage de l'expo photo et débat autour de l'expérience libertaire contre les saigneurs de G8 (Annemasse 2003), à 20 heures au bar la Guinguette (0479521830). À 21 heures, Concert « Un chevelu un tondu » (poésie chantée de l'underground chambérien). Soirée organisée par le groupe Acratie de la FA de Chambéry.

Besancon

Rassemblement en soutien à Cesare Battisti, à 15 heures place Saint-Pierre, à l'appel du groupe Proudhon de la FA, de la librairie l'Autodidacte et de la CNT. Le soir, projection du film de Pierre-André Sauvageot Cesare Battisti, résistances à la librairie L'autodidacte, 5, rue Marulaz.

Dimanche 22 février

Lille

Dans le cadre des Anars 4 heures du groupe de Lille de la FA, projection du film Spezzano A.: la Fédération municipale de base ou la démocratie directe contre le pouvoir municipal. Projection suivie d'un débat avec les réalisateurs. À 16 heures au CCL (4, rue de Colmar, M° Porte-des-Postes).

Paris 10°

Dîner de soutien au collectif des 62 assignés par Métrobus et la RATP, au restaurant la Rôtisserie, 4, rue Sainte-Marthe, M° Colonel-Fabien. À partir de 19 h00. 8 euros.

Samedi 28 février

Saint-Brieuc

Le groupe Jes Futuro de la Fédération anarchiste appelle à venir manifester contre les projets d'incinérateurs de déchets ménagers, agroindustriels et industriels à 15 heures place de Robien.

Dimanche 29 février

Paris 11e

Soirée de solidarité avec la coordination des intermittents et précaires du spectacle, avec la compagnie Jolie-Môme et Les Fils de Teupuh. Au CICP, 21 ter, rue Voltaire. 5 euros.

Vendredi 5 mars

Paris 20°

Thierry Maricourt viendra faire une conférence sur le thème: « Littérature et travail » à 19h30 à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades.

Samedi 6 mars

Paris 18°

Thierry Discepolo viendra à la bibliothèque La Rue parler des éditions Agone et du livre de Michael Albert, *Après le Capitalisme*, à 15 h 30, 10, rue Robert-Planquette.

Radio libertaire

Jeudi 19 février

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19 h 30, Wilhelm Reich guérit-il la paranoïa militariste? Roger Dadoun abordera la pensée de Wilhelm Reich, de Gilles Deleuze et les processus de fascisation à la télévision.

Vendredi 20 février

Enjoy Polar: de 12 à 13 heures, interview du Texan Christopher Cook, auteur ironique. Interview réalisée lors de son passage à Paris qui défendait ses deux livres: Voleurs (Rivages/Noir) et Bethlehem, Texas (nouvelles, Rivages/Littérature Étrangère). Jazz en liberté: à 22 h 30, Mal Waldron/Steve Lacy duo en public (1981), Charles Mingus sextet (1961), François Tusques trio en public (1998), Cecil Taylor quintet (1958), Thelonious Monk quartet en public (1963).

Samedi 21 février

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, l'Inspection du travail vécue par des syndicalistes avec Mesdames Dufour (Réseau Stop Précarité) et Denoyer (CGT) et Monsieur Sinigiagula (SUD).

Chroniques rebelles: de 13 h 30 à 15 h 30, Brésil, la mémoire perturbée. Les marques de l'esclavage, d'après la revue Maira (éditions Ab Irato).

Jeudi 26 février

Chronique Hebdo: de 10 h 30 à 12 heures, « les médias, quelle critique? », « Comment informer sur l'information? », entretien discussion avec Pierre Rimbert (PLPL) et Serge Halimi.

Si Vis Pacem: de 18 heures à 19h30, explosions à Paris, la Bourse 1938-1945. Invité: Francis Ronsin, auteur de la Guerre et l'oseille.

Entre chiens et loups: de 20h30 à 22 heures, Marie-Florence Ehret, auteur jeunesse pour son livre Rapt à Bamako.

Samedi 28 février

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, « Travail et Immigration » selon le rapport les Nouveaux Défis de l'immigration du Comité économique et social.





Chronique de la toile

EST-CE LA GUERRE? On peut se poser la question. Voici ce qu'un des principaux hébergeurs français déclarait le 27 janvier dernier: « Il y a actuellement une vague d'e-mails avec les virus qui passe. On en reçoit 600 par minute. » Sur d'autres sites on parle d'« attaque de virus ». On serait donc en guerre.

Il s'agit de savoir comment on peut résister, comment on peut récupérer d'une attaque, comment on peut se protéger. Le cyber-espace est devenu un espace d'affrontement. Qui attaque? Je ne sais pas, mais je sais à qui cela profite. Il serait intéressant de savoir combien coûte la sécurisation d'un serveur. Pour fréquenter de près des gestionnaires de serveurs je sais que cela devient pour eux une obsession.

Le spam, c'est-à-dire les messages publicitaires non demandés, engendre le même type de préoccupation. L'hébergeur mentionné plus haut annonçait le 6 janvier 2004: « Nous avons mis en production un nouveau type de filtrage qui donne des effets impressionnants: diminution de 95 % du nombre de spams reçus. »

Une nouvelle forme de rumeur participe à l'engorgement des boîtes à lettres. C'est le message vous informant que quelqu'un de bien informé annonce un problème quelconque. La crédulité de ceux qui répercutent ce genre de message semble sans borne. La plupart du temps il s'agit d'un « hoax ». Pour tout savoir sur ce type de canular, ou avant de faire suivre un message bien intentionné, allez vous renseigner sur http://www.hoaxbuster.com.

Cette vague d'attaque relève-t-elle du terrorisme électronique?

Réfractions dans son numéro spécial sur Internet (http://refractions.plusloin.org) a publié un texte intitulé « Mythologie du terrorisme sur le Net ». Écrit dès le début d'Internet aux États-Unis par le Critical Art Ensemble, il trace le chemin pour une intervention politique sur le réseau lui-même. Il rappelle que « Pour les sociétés de l'information, le Net est le dispositif de commande et de contrôle. »

Il n'est plus nécessaire de semer la terreur pour bloquer le système. On pourrait même dire que la terreur participe à son fonctionnement. Mais en déclenchant un embouteillage du réseau, tel que cela s'est passé avec le virus MyDoom, on ralentit et peut-être même on empêche le fonctionnement du système. On est semble-t il très loin d'une action à des fins libératrices. On pourrait peut-être assister à une opération d'insécurisation visant la mise en place de mesures autoritaires de contrôle de la circulation sur le net. Est-ce de la paranoïa? J'aimerais en être convaincu. Attention!

L'araignée

araignee@plusloin.org

Soirée hommage à Jacques Perdereau

Retransmission en direct sur Radio libertaire de 21 heures à minuit

SES AMIS MUSICIENS, l'équipe d'Epsilonia et les Instants chavirés vous invitent en mémoire de Jacques le samedi 21 février à passer une soirée pleine de surprises.

Libertaire militant, Jacques fut l'un des pionniers de l'aventure de Radio libertaire, responsable technique de la radio et également le cœur de l'émission Epsilonia. C'est par ces quelques mots qu'il définissait le propos de cette émission:

« En permettant de s'ouvrir à une approche différente de la musique, nous espérons susciter la curiosité chez l'auditeur et à travers elle, par contagion, l'envie non seulement d'écouter mais de penser différemment, sans préjugé et avec un esprit ouvert. Bref, nous croyons fermement au rôle d'éveil que peuvent avoir les musiques expérimentales face à la muzak assenée à longueur de media. »

Aussi tranquille qu'enthousiaste, Jacques fut à l'antenne lors de 900 émissions pour faire découvrir des expériences musicales intenses dans des domaines aussi variés que la poésie sonore, les musiques improvisées, électro-acoustiques ou bruitistes. Par sa gentillesse, son écoute, il avait pour tant d'entre nous une place à part, celle d'un compagnon, d'un ami ou d'un grand frère avec qui il faisait bon vivre.

Nous vous invitons toutes et tous à nous rejoindre pour cette soirée où se produiront:

- Hélène Breschand et J-F. Pauvros (duo harpe-guitare fondé à l'occasion d'un festival Epsilonia)

- Kristoff K.Roll (duo électro-acoustique, anciens membres d'Epsilonia)

- Kris P. (ordinateur, performance choc par l'un des premiers animateurs d'Epsilonia)

Joël Hubaut (poésie sonore, performance)

 Les phonogénistes (collectif de musique électro-acoustique composé de membres d'Epsilonia)

- L'orchestre inachevé (poésie sonore, performance) et non improvisé

- dDamage (musique électronique, un membre d'Epsilonia)

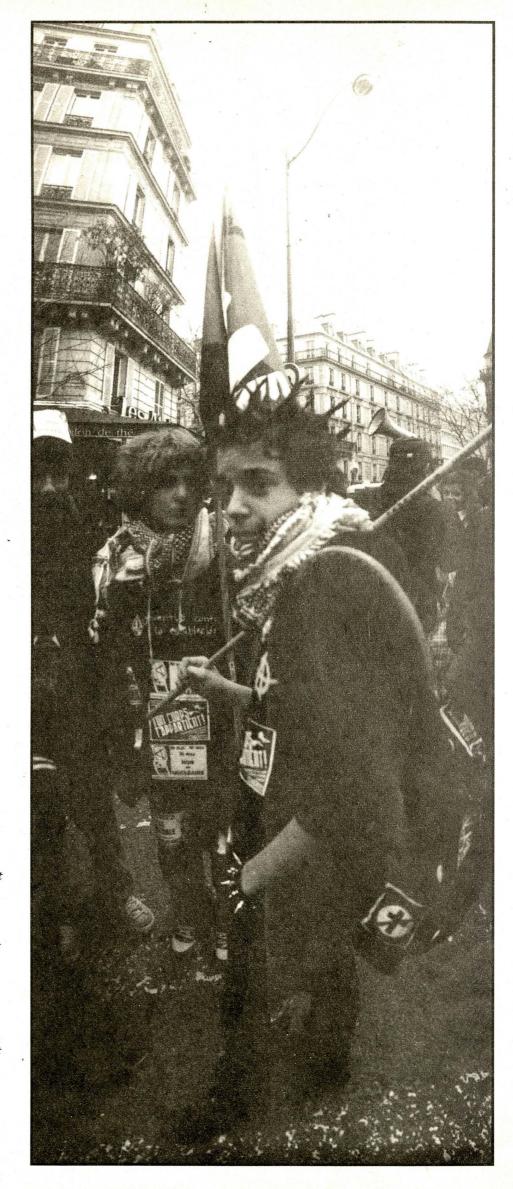
et également des mixs par Laurent Diouf et différents membres de l'équipe d'Epsilonia. Les Instants chavirés, 7, rue Richard Lenoir, 93100 Montreuil. M° Robespierre (ligne 9). Portes ouvertes à 20 h 30. Entrée libre.

Quilombo a besoin de votre soutien

DEPUIS son ouverture en septembre 2002, la librairie Quilombo diffuse de manière autonome et indépendante les réflexions, analyses et productions de différentes structures (éditeurs, revues, labels, coopératives, etc.) qui s'inscrivent dans un même mouvement d'émancipation sociale, politique et contre-culturelle. Nous avons réussi le pari de créer une librairie alternative dans un contexte défavorable à l'émergence de ce type d'initiative. Si Quilombo a trouvé sa place et joue son rôle au sein des mouvements contestataires, nous peinons à équilibrer nos comptes et sommes toujours sur le fil du rasoir. Un coup dur inattendu nous a récemment fragilisés. Nous nous trouvons actuellement en difficulté sur le plan financier. Nous devons réunir 3 000 euros dans les mois à venir afin de pouvoir continuer à faire vivre la librairie dans de bonnes conditions. Nous en appelons au soutien de celles et ceux qui se retrouvent dans ce projet.

Chèque à l'ordre de Quilombo projection à envoyer à Quilombo, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.

http://www.librairie-quilombo.org/soutien.htm



Manifeste

Je hais mon pays et je hais la France Je hais la patrie et je hais les gens Je n'suis qu'un survivant de l'armée rouge soldat Ne crois plus comme avant, et suicides-toi Je hais le pouvoir et je hais les ordres, Je hais les lois et je hais la force, Je n'suis qu'un survivant de l'armée noire soldat Je n'suis qu'un survivant et suicides-toi Je hais l'armée et je hais la guerre Je hais les curés et je hais la haine Oh, je hais les armes et je hais les larmes. Je hais les jouets et je hais les bombes Je n'suis qu'un survivant de l'armée bleue soldat Je n'suis qu'un survivant et suicides-toi Socialisme soviétique, Cataclysme militariste, Alternative réussite En république l'anarchie... Bérurier noir